

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

9 MOIS FERME
POUR AVOIR
DEFENDU SON
EMPLOI !

L'état d'urgence donne des armes à la bourgeoisie p. 2
Leçons des élections régionales p. 5
La précarisation de la classe ouvrière p. 8
Calais : témoignage sur le camp de migrants p. 13
Catalogne : une crise politique de l'État espagnol p. 15
Turquie : Erdogan s'en prend aux Kurdes et refait voter p. 20
États-Unis : le droit à l'avortement malmené p. 23
Russie : le rôle de l'Église orthodoxe p. 24
1945-2015 : les luttes de classe en France p. 25
Qu'est-ce que le stalinisme ? p. 27
Ajaccio : des manifestations racistes p. 28

n° 15 janvier - février 2016 1 euro

L'état d'urgence donne des armes à la bourgeoisie contre les travailleurs

Les attentats de janvier et de novembre 2015 ont rendu un immense service à la bourgeoisie française. Certes, Hollande, son gouvernement et les parlementaires sociaux-démocrates avançaient déjà d'un bon pas pour rendre au capital ses marges de manœuvre économique, mais ils semblaient encore tenus à respecter certaines « valeurs » servant à distinguer le PS de LR et du FN. Aujourd'hui, ils ont des ailes. Pendant que Valls serre chaque jour un peu plus les mâchoires, Hollande fixe le cap : utiliser l'union nationale en défense du capitalisme français, renforcer l'appareil répressif de l'État (sans se soucier des règles budgétaires de l'UE) et accélérer les attaques antisociales pour le compte de la bourgeoisie.

> *Mais je vous dois la vérité, nous n'en avons pas terminé avec le terrorisme. La menace est toujours là. Elle reste même à son plus haut niveau… Mais ce qui s'est produit nous a changés, transformés même. Et nous devons utiliser cette vitalité, cette énergie qui a surgi de nous-mêmes – ce sursaut qui a été salué dans le monde entier – pour mener à bien toutes les réformes… C'est ainsi que la France sortira plus grande avec cette belle idée de nous faire réussir tous ensemble.* (François Hollande, *Voeux aux Français,* 31 décembre)

RÉVOLUTION COMMUNISTE
bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi
ISSN : 2273-8762



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour contact ou abonnement : écrire à ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS
Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, italien, russe, turc : revolucionpermanente.com
Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net
Site du GMI / France : groupemarxiste.info
Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr
Le dessin du crieur est de Honoré assassiné le 7 janvier 2015 par des islamistes

État policier

L'état d'urgence a été approuvé en novembre par les directions syndicales CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, UNSA…, le PS (les députés « frondeurs » ne frondant plus), le PdG et le PCF comme une mesure aussi exceptionnelle que justifiée.

Il fallait s'y attendre [voir *Révolution communiste* n° 14], il est reconduit par le gouvernement. Le premier ministre annonce même à Davos qu'*« il ne sera pas levé tant que Daech ne sera pas détruit »* (Valls, *BBC*, 22 janvier). Comme le gouvernement de l'impérialisme français s'emploie à légitimer l'EI-Daech en bombardant la Syrie et l'Irak, en discriminant les Arabes, l'exception risque de durer longtemps.

Présenté au conseil des ministres le 23 décembre 2015, le projet de révision constitutionnelle dont l'objectif est d'inscrire l'état d'urgence dans la Constitution est prévu en débat à partir du 3 février 2016. Il occupe une place centrale dans le dispositif, et c'est par antiphrase que Hollande se paie le luxe de parler d'une *« exemplarité démocratique »*.

Dans ce projet, l'état d'urgence pourra être déclaré en conseil des ministres *« soit en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événements présentant par leur nature et leur gravité le caractère de calamité publique »,* pour une durée de 12 jours, qui peut ensuite être prorogée par une loi qui en fixe la durée. Le vote d'une simple loi définira *« les outils renouvelés qui peuvent être mis en œuvre durant l'application de l'état d'urgence ».* Ainsi, n'importe quel gouvernement, en même temps qu'il prolongera l'état d'urgence, pourra confier à la police :

- le contrôle d'identité sans nécessité de justifier de circonstances particulières établissant le risque d'atteinte à l'ordre public,
- la visite des véhicules et l'ouverture des coffres,
- la retenue administrative de la personne présente dans le domicile ou le lieu faisant l'objet d'une perquisition administrative,
- la saisie administrative d'objets ou d'ordinateurs durant les perquisitions administratives,
- l'escorte jusqu'au lieu d'assignation à résidence…

…ou bien toute autre mesure plus liberticide encore : il suffira donc d'une simple loi pour étendre l'arbitraire *ad libitum*, en application du nouvel article 36.1 de la Constitution !

Discrimination

Ce projet de révision constitutionnelle contient un deuxième article qui stipule qu'*« une personne née française qui détient une autre nationalité peut être déchue de la nationalité française lorsqu'elle est condamnée pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation ».* Cet article est impuissant, car des terroristes n'en ont que faire, et il est inique car il introduit, dans la Constitution qui plus est, une justice à deux vitesses entre les binationaux et les autres. Surtout, il vient stigmatiser un peu plus ceux qui ne sont pas blancs de peau et sont déjà victimes du racisme quotidien. Mercredi 6 janvier, les Républicains ont déclaré soutenir cette réforme, *« une victoire idéologique de la droite »,* selon Sarkozy, sous condition d'un durcissement des mesures. Le Front national a indiqué que ses 4 députés voteront la réforme constitutionnelle, tout en préconisant d'aller plus loin.

La direction du PS et Aubry tentent de faire avaler la pilule de l'état d'urgence en protestant contre cet aspect secondaire. De même, les jésuites du groupe parlementaire du Front de gauche annoncent qu'ils sont pour l'état d'urgence, mais que ce n'est pas la peine d'amender la Constitution.

> *La constitutionnalisation de la déchéance de nationalité est, par essence, inefficace et inutile pour combattre les terroristes. Répondre au défi terroriste suppose une réflexion sur l'organisation et les moyens de nos services de justice, de police, de gendarmerie et de renseignement.* (André Chassaigne, *Question au premier ministre à l'Assemblée*, 12 janvier)

> *Une approche qui peut être plus nuancée sur l'état d'urgence, mais encore une fois en disant qu'on ne voit pas l'utilité de le mettre dans la Constitution. Il faudra nous faire la démonstration que ça va plus dans le sens de protection des libertés que d'atteinte aux libertés.* (André Chassaigne, *AFP*, 12 janvier)

Hollande et Valls devraient trouver sans trop de problème la majorité requise.

Militarisme

L'armée quadrille les villes. Tout le long de janvier, pas un jour ne s'est passé sans hommage à la police, *Marseillaise* ou défense de la patrie.

> *Lutter contre le terrorisme a un coût. Et François Hollande est bien décidé à l'« assumer ». Le président de la République a annoncé lundi un renforcement des moyens humains et financiers pour la police, la gendarmerie, la justice, les douanes et les armées. Quitte à laisser filer un peu les déficits.* (*Les Échos*, 16 novembre)

L'austérité ne vaut que pour les travailleurs (santé, enseignement…). À l'état-major, Hollande a promis que le budget 2016 progressera au-delà de la prévision initiale de 700 millions d'euros supplémentaires, confirmant la création de 2 300 postes, rappelant qu'en 2015, *« parce que la France doit prendre sa place dans le monde et parce que la France doit se protéger… 100 000 militaires auront passé 200 jours en opérations intérieures ou extérieures ».* Il a oublié de dire que les interventions militaires sont financées sur les autres budgets, si bien que le budget officiel de l'armée est sous-estimé dans chaque projet de budget, chaque année [voir *Révolution communiste* n° 8].

Hollande a également demandé que le nombre de réservistes passe de 28 000 à 40 000, et qu'à terme soit mise en place *« une véritable Garde nationale ».*

Cadeaux

Le pendant de l'état d'urgence contre les libertés est *« l'état d'urgence économique et sociale »* contre les droits des travailleurs. Dans ce domaine aussi, le gouvernement passe à la vitesse supérieure.

> *Je considère que face au désordre du monde, face à une conjoncture économique incertaine et à un chômage persistant il y a aussi un état d'urgence économique et sociale à proclamer. Cet état d'urgence implique des choix, ils concernent d'abord le gouvernement, mais aussi les responsables politiques et les partenaires sociaux. Certes depuis trois ans un effort important a été engagé et nous en voyons les résultats… Mais en même temps je suis lucide, la croissance est encore trop faible… pour faire diminuer le chômage durablement.* (François Hollande, *Voeux aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi,* 18 janvier)

Le 18 janvier, Hollande a récapitulé devant le Conseil économique, social et environnemental, haut lieu de la collaboration de classes –dans lequel siègent 18 CGT, 18 CFDT, 14 FO, 6 CFTC, 6 CFE, 4 UNSA, 2 SUD, 1 FSU– l'ensemble des attaques qu'il comptait mettre en œuvre cette année. La liste, impressionnante, répond point par point aux exigences du patronat :

- le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sera transformé en baisses définitives des cotisations patronales,
- le crédit emploi recherche (CIR) sera quant à lui pérennisé,
- la prime de 2 000 euros pour l'embauche dans les petites et moyennes entreprises d'un salarié jusqu'à 1,3 SMIC est reconduite,
- le montant et la durée des indemnisations chômage devraient être revus à la baisse,
- 500 000 chômeurs devront suivre une formation, ce qui ne devrait avoir comme effet que de dégonfler

d'autant le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A,

- le nombre d'apprentis devrait passer de 400 000 à 500 000, le salaire des jeunes exploités sera intégralement pris en charge par l'État durant la première année dans les TPE (moins de 10 salariés), avec à la clé la certification des formations « maison » par le ministère du Travail, pas supplémentaire dans le démantèlement de l'enseignement technique, une conquête de 1945.

Les directions syndicales sont invitées à « négocier » tout cela, ce qu'aucune ne refuse de faire. Elles ont déjà participé à la première phase de concertation sur la réforme du Code du travail en automne et se tiennent prêtes à se rendre aux prochaines invitations du gouvernement qui ne devraient plus tarder.

Flexibilité

La révision du Code du travail est annoncée pour le mois de mars. Il s'agit de faciliter toutes les modifications des horaires, nuit et jours fériés compris, en supprimant ou limitant au maximum le coût des heures supplémentaires pour les patrons, notamment en recourant aux accords d'entreprises, où la pression patronale est la plus forte, qui pourront se substituer aux accords de branches. Les accords minoritaires pourraient même être validés par référendum.

Déjà, avec la première loi Macron, la pression des patrons sur les salariés des grandes enseignes de distribution s'accroit. Demain, le repos dominical risque de n'être plus qu'un souvenir. Plus que de longs discours, les « exemples concrets » qu'on trouve sur le site du ministère du Travail à l'appui de la future réforme sont édifiants. Ainsi peut-on lire :

> *Aujourd'hui, pour réaliser un projet (par exemple la confection d'un nouveau produit), j'aurais besoin de faire travailler mes salariés 46 heures par semaine pendant douze semaines consécutives, c'est-à-dire au-delà de la durée maximale prévue par la loi. Aujourd'hui, sauf si j'appartiens à un secteur couvert par un décret spécifique, ce n'est possible que par autorisation exceptionnelle de l'administration.*

Et la réponse :

> *Grâce à la loi, ce sera possible par accord d'entreprise majoritaire, dans la mesure où je respecte le repos quotidien. Cet accord pourra prévoir des contreparties importantes pour mes salariés, en termes de rémunération.*

Le plafonnement des indemnités prud'homales pour licenciement abusif, réclamé par les patrons, figure également à l'ordre du jour de la réforme du Code du travail. Pouvoir licencier plus facilement est une demande récurrente des organisations patronales. Huit d'entre elles ont signé le 11 janvier une lettre à Valls réclamant notamment la mise en place d'un *« contrat de travail agile »*, le CDI étant qualifié « *de structurellement inadapté à notre économie contemporaine. On a peur d'embaucher parce qu'on ne sait pas licencier »* (Gattaz).

Air France, Goodyear

La condamnation à deux ans de prison, dont 9 mois de prison ferme, de huit anciens salariés de Goodyear Amiens qui avaient retenu deux cadres alors que leur usine allait être fermée en laissant sur le carreau quelques 1 143 salariés, est révélatrice à plus d'un titre.

D'abord, parce que c'est le parquet, c'est-à-dire le gouvernement à la tête de l'État bourgeois, qui a poursuivi les salariés deux ans après les faits, alors que la direction de l'entreprise avait abandonné les poursuites.

Ensuite, par la gravité et la lourdeur des sanctions prononcées contre ces salariés, bien supérieures à nombre de condamnations pour divers trafics ou délits. Cette condamnation fait suite aux licenciements en novembre 2015 pour faute lourde de 5 salariés d'Air France, qualifiés de *« voyous »* par Valls, coupables de s'en être pris au DRH venu confirmer la suppression de 2 900 emplois. En outre, ces salariés d'Air France sont également poursuivis au pénal et risquent jusqu'à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende. Le procès a été reporté au 27 mai prochain. Pour défendre les huit condamnés de Goodyear, la direction de la CGT a lancé… une pétition. Gattaz, Valls et Hollande tremblent déjà !

Enfin, parce que cela montre à quoi servent l'union nationale et l'État policier.

Les organisations issues des travailleurs, en premier lieu les syndicats, doivent rompre avec l'union nationale et s'unir pour exiger :

- aucune poursuite judiciaire contre nos camarades de Goodyear et d'Air France ! levée des sanctions patronales contre ceux d'Air France !
- fin de l'état d'urgence !
- rupture des négociations du projet de loi Macron II !
- interdiction des licenciements ! diminution du temps de travail et embauche des chômeurs !
- arrêt des interventions impérialistes ! libre entrée des réfugiés !

21 janvier 2015

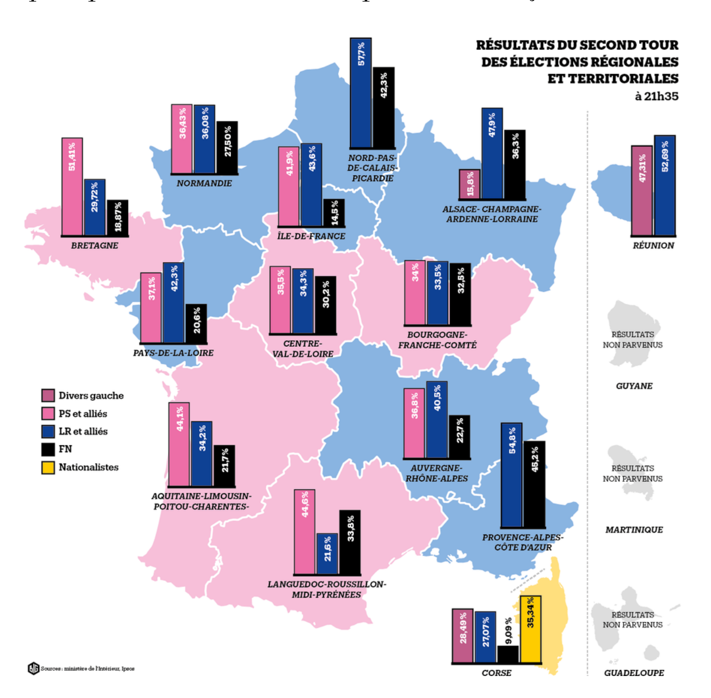
Leçons des élections régionales

La déroute du PS et du PCF

Les élections régionales se sont tenues les 6 et 13 décembre, soit après les attentats, et elles ont confirmé le tournant réactionnaire que l'événement a entraîné, amplifié par la réponse sécuritaire du gouvernement PS-PRG et par l'union nationale du PCF-PdG-PS-MoDem-UDI-DlF-FN pour instaurer l'état d'urgence.

> *Si les attentats ont eu un effet sur la mobilisation des électeurs, c'est d'abord au profit du FN… C'est l'extrême-droite qui semble profiter du spectaculaire changement dans l'ordre des priorités citées par les Français. Le chômage qui figurait systématiquement en tête de ces priorités depuis de nombreuses années est dépassé par la sécurité. Près de 40 % des personnes interrogées le citent en premier, moins de 30 % mentionnant en premier lieu le chômage. Or, le parti de Marine Le Pen est jugé le plus apte à traiter ce sujet de la sécurité pour 23,2 % des personnes interrogées contre 15,5 % à la droite.* (*Le Monde,* 4 décembre 2015).

19 % des patrons d'entreprises de moins de 20 salariés déclarent vouloir voter FN en octobre, selon l'IFOP. Tandis que le responsable du Medef de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur affiche sa neutralité, le président du Medef Gattaz prend position le 1er décembre contre le FN. Si le grand capital, mieux armé pour affronter ses concurrents, est majoritairement attaché à l'ouverture des frontières, à l'UE et à l'euro, le petit capital se réfugie de plus en plus dans l'illusion du repli sur les frontières françaises, du protectionnisme et du retour au franc qui précipiteraient la crise du capitalisme français.



Au premier tour, le 6 décembre, les abstentions s'élèvent à 49,9 % des inscrits, moins qu'aux précédentes régionales : 53,6 % en 2010. En outre, les bulletins blancs ou nuls constituent 4 % des votes. L'abstention touche surtout les jeunes et les habitants des quartiers populaires qui avaient majoritairement voté pour Hollande à l'élection présidentielle en 2012. Les 18-25 ans qui se sont inscrits sur les listes électorales ont boudé les urnes pour 65-66 % d'entre eux (premier pourcentage : Ipsos, 6 décembre 2015 ; deuxième : Opinion Way, 6 décembre 2015). Les inscrits des « professions intermédiaires » se sont abstenus entre 45 et 55 % (respectivement Opinion Way, Ipsos) ; les « employés » de 58 à 63 % (Ipsos, Opinion Way) ; les « ouvriers » de 51 à 61 % (Opinion Way, Ipsos).

Les listes constituées par des partis d'origine ouvrière (Parti socialiste, Parti communiste français, Parti de gauche, Lutte ouvrière) totalisent à peine 36,5 % des suffrages exprimés (moins de 19 % des inscrits). Toutes les élections (municipales de 2014, européennes de 2014, départementales de 2015, régionales de 2015) confirment qu'il n'y a pas de majorité PS-PCF-PdG dans les urnes.

> *Si les Français avaient élu leurs députés et non leurs conseillers régionaux, à quoi aurait ressemblé l'Assemblée nationale ?… Le Parti socialiste n'aurait pu se qualifier au second tour dans 256 circonscriptions, c'est-à-dire près de la moitié d'entre elles… La droite l'aurait emporté dans 284 circonscriptions, la gauche dans 221 et le FN dans 47.* (*Le Figaro*, 5 janvier 2016)

Le PS, qui a la présidence et la majorité à l'Assemblée nationale, qui s'est employé à multiplier les cadeaux aux capitalistes, a mené des guerres impérialistes, a fermé les frontières aux réfugiés et a repris le programme sécuritaire de LR et du FN, ne limite ses pertes que par l'hostilité de son électorat traditionnel au FN. Ainsi, la coalition du PS et du parti bourgeois radical (PRG) reçoit 23,4 % des suffrages exprimés.

Mélenchon, qui s'est déjà déclaré candidat à la prochaine présidentielle, ne s'est pas beaucoup dépensé pour les régionales. Pour le PCF, les régionales sont *« un revers électoral important »* (Laurent, *Déclaration*, 13 décembre), pour le PdG, *« le PS entraîne toute la gauche dans sa chute »* (PdG, *Analyse des résultats*, 19 décembre), mais ils n'expliquent pas pourquoi. Le PCF et le PdG, qui cultivent en permanence le nationalisme, qui ont participé à l'union nationale en janvier et en décembre 2015, qui se présentaient généralement divisés entre eux mais unis comme le PS à divers débris bourgeois (MRC, EELV…), totalisent 4,1 %. LO,

qui sert d'auxiliaire à la bureaucratie de la CGT et qui n'ouvre pas la perspective de la révolution, n'obtient que 1,5 % des suffrages exprimés.

Le succès du FN

Les listes constituées par des partis bourgeois (Front national, Les Républicains, Europe écologie les Verts, Debout la France...) totalisent presque les deux tiers des votes. Le parti fascisant l'emporte sur l'alliance des représentations politiques traditionnelles de la bourgeoisie : le parti post-gaulliste (LR) et les héritiers de la démocratie-chrétienne (MoDem, UDI).

Son nouveau succès s'inscrit dans le renforcement des partis xénophobes et fascistes à travers toute l'Europe : SD en Suède avec 13 % des voix en 2014, PIS en Pologne avec 37,6 % en 2015, PW aux Pays-Bas avec 13,3 % en 2014, AfD en Allemagne avec 7 % en 2014, LdN et FN en Italie avec respectivement 4,1 % et 2,4 % en 2014, FPO en Autriche avec 19,7 % en 2014, UKIP en Grande-Bretagne avec 12,6 % en 2015, XA en Grèce avec 7 % en 2015, Jobblik en Hongrie avec 14,7 % en 2014...

Le FN obtient à lui tout seul 6 millions de voix, soit 28,4 % des suffrages exprimés en « métropole » (l'État français dans le continent européen). Il est au 1er tour en tête dans 6 régions sur 13 de métropole (avec plus de 40 % dans deux d'entre elles : Provence-Alpes-Côte d'Azur et Nord-Pas de Calais-Picardie). En outre, l'autre parti xénophobe, DlF, lui aussi anti-immigrés et anti-UE, fait un bon score : 3,8 %. Le FN progresse chez les jeunes (+7 % des électeurs de moins de 35 ans selon l'IFOP, soit 33 % des suffrages en décembre contre 26 % aux départementales de mars), les femmes (+4 %), les « catholiques pratiquants » (+9 %), les « artisans, commerçants, chefs d'entreprise » (+12 %)...

Le score est préoccupant dans les principales composantes de la classe ouvrière : 43 % des électeurs « ouvriers » qui se sont déplacés ont choisi le FN selon l'Ipsos et même 55 % selon Opinion Way ; 36-37 % des « employés » ; 25 % des « professions intermédiaires ». Les « sympathisants des syndicats », même s'ils sont un peu moins réceptifs à la propagande des partis bourgeois, sont touchés par la montée du FN.

> *Selon l'IFOP, 29 % des salariés se déclarant proches d'un syndicat ont voté Front national contre 32 % pour l'ensemble des salariés... L'organisation syndicale à voter le plus pour la formation de Marine Le Pen reste Force ouvrière, avec près de 34 % des sympathisants... Les sympathisants CGT sont 27 % à avoir voté FN contre 22 % aux européennes... C'est en revanche chez les proches de la CFDT avec 26 % contre 17 % en 2014 que le parti d'extrême droite réalise sa plus forte progression.* (*L'Humanité*, 8 décembre 2015)

Il faut tenir compte qu'une partie significative des travailleurs ne vote pas, soit qu'ils en sont empêchés par « la République » qui les estime bons à exploiter mais pas dignes de voter (étrangers, mineurs), soit qu'ils s'en désintéressent (pas d'inscription sur les listes électorales, abstention). Les non-inscrits qui auraient pu l'être représentent de 7 à 10 % de la population (3 millions de personnes) dont presque la moitié (43 %) aurait entre 18 et 24 ans.

En prenant les estimations les plus favorables au FN (7 % de non-inscrits, 51 % d'abstentions, 55 % des suffrages exprimés), la proportion des « ouvriers » ayant voté FN est de 25 % (93/100*49/100*55/100). En prenant les estimations les plus défavorables au FN (10 % de non-inscrits, 61 % d'abstentions, 41 % des suffrages exprimés) mais toujours sans tenir compte des étrangers (ce qui surestime la proportion d'électeurs FN), on tombe à moins de 15 % des ouvriers (90/100*39/100*41/100). 15 à 25 %, c'est trop mais cela ne fait pas du FN le grand parti ouvrier comme les

SOCIOLOGIE DES ÉLECTORATS

Ipsos, décembre 2015

	Extrême Gauche	Front de Gauche	EELV et Alliés	PS/PRG	Sous total GAUCHE (dont DVG)	LR, UDI et Modem	Debout la France	Sous total DROITE (dont DVD, UPR)	Front National	Autres Listes	Total
Ensemble	1,6	4	6,6	24	**37,9**	27	3,9	**32,3**	**27,2**	**2,6**	*100%*
PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ											
Agriculteur, Artisan, Chef d'entreprise	0	3	3	17	**26**	34	1	**36**	**35**	**3**	*100%*
Cadre supérieur	1	3	10	30	**46**	29	5	**35**	**17**	**2**	*100%*
Profession intermédiaire	2	5	9	28	**45**	24	3	**28**	**25**	**2**	*100%*
Employé	3	3	6	20	**34**	21	4	**28**	**36**	**2**	*100%*
Ouvrier	4	3	4	20	**32**	17	4	**23**	**43**	**2**	*100%*
Retraité	1	4	6	25	**38**	33	4	**38**	**21**	**3**	*100%*

médias le répètent. D'autant que les « ouvriers » sont la catégorie la plus contaminée, les « employés » et les « professions intermédiaires » étant moins touchés.

La coalition entre LR, l'UDI et le Modem obtient 27 % des suffrages exprimés, plus que celle du PS et du PRG mais un peu moins que le FN tout seul. Elle n'est en tête au 1er tour que dans 4 régions de métropole. La ligne de Sarkozy –réaliser une alliance avec l'UDI et le Modem, calquer la campagne sur le FN– n'est guère tenable. Une partie de l'électorat LR passe au FN : selon l'IFOP, 18 % des électeurs de Sarkozy du premier tour de 2012 qui sont allés voter au premier tour des régionales de 2015 l'ont fait pour le FN.

Les listes constituées par EELV (parfois avec tout le Front de gauche, parfois avec le seul PdG) ont obtenu seulement 6,8 % des voix (en 2010, 12,2 %). La tenue de la conférence internationale sur le climat en novembre-décembre a moins pesé que les attentats de novembre. Quand les rapports politiques et sociaux se tendent, la mouvance écologiste tend à disparaître.

LR l'emporte grâce au PS

Le PS, fidèle en trahison, a pendant 3 ans de gouvernement capitulé devant toutes les exigences de la bourgeoisie. Il achève de brouiller les frontières de classe en se désistant pour LR dans les 3 régions où les listes PS-PRG arrivent en troisième position. La résistance est minime : seule la tête de liste, en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Jean-Pierre Masseret, maintient sa liste contre LR et le FN malgré les pressions de la direction nationale du PS (Cambadélis), des caciques PS régionaux (Filipetti, Ries, Klein) et du gouvernement (Valls). Le PS fusionne les listes PS-PRG avec EELV, le PCF et le PdG dans les 9 autres régions, sauf en Bretagne.

Au second tour, l'abstention diminue (41,4 %), les bulletins blancs ou nuls sont un peu plus nombreux (4,9 %). Le FN obtient plus de voix (6,8 millions) mais ne dirige aucune région, même si les 358 conseillers régionaux FN le renforcent politiquement et financièrement. Le « désistement républicain » –une répétition du soutien à Chirac du PS, du PCF et de la LCR en 2002– a permis à la coalition LR-UDI-MoDem de diriger 7 régions en métropole (plus la Réunion et la Guyane) et d'obtenir 789 sièges de conseillers régionaux, ce qui satisfait le président de LR, Sarkozy. Le PS sauve 5 régions en métropole, il a 520 conseillers régionaux (0 en Provence-Alpes–Côte d'Azur et 0 en Nord-Pas de Calais-Picardie). En Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Masseret obtient plus de voix au second tour (339 749) qu'au premier (286 390).

En Corse, la coalition nationaliste Femu a Corsica (Faisons la Corse) l'emporte avec 35,3 % des suffrages exprimés. Dans les régions hors d'Europe, une coalition de partis bourgeois (GUSR, UDI) gagne la Guadeloupe avec 57,4 % des voix, une coalition de nationalistes (MIM…) et de LR l'emporte avec 54,1 % en Martinique.

> *Aux Antilles françaises, un séisme s'est produit… Alors qu'ils partaient favoris, deux barons ont lourdement chuté : Victorin Lunel, le président sortant (PS) de la région Guadeloupe, et son homologue martiniquais, Serge Letchimy, par ailleurs député (apparenté PS).* (*Le Monde,* 16 décembre 2015)

En guise de bilan, le PCF et le PdG n'ont à proposer que des boniments électoralistes (« *un nouveau projet progressiste* », PCF, 13 décembre), la poursuite de la défense de « *la France* », le soutien honteux aux interventions impérialistes, la réédition des trahisons gouvernementales répétées (1936, 1944, 1981, 1997…) par un nouveau bloc avec des partis bourgeois pour gérer le capitalisme.

Face à la défaite des régionales (recul du PS, montée du FN), Hollande estime qu'il ne faut rien changer à l'orientation du gouvernement et qu'il faut y associer l'UDI et le MoDem (le seul problème est que ces derniers sont visiblement réticents à monter dans un bateau qui coule). Le premier secrétaire Cambadélis et le premier ministre estiment qu'il est temps d'en finir avec le PS au profit d'un parti ouvertement bourgeois.

> *Une partie des socialistes, proches de M. Valls notamment, vont pousser dans le sens d'une « recomposition » de la gauche… Bruno Le Roux, le président du groupe socialiste à l'Assemblée, ne dit pas autre chose, quand il plaide dès lundi matin pour la création d'un « grand parti réformateur » qui dépasse de PS qui « ne fait plus envie aujourd'hui ».* (*Le Monde,* 16 décembre 2015)

Le principal atout du FN est que la classe ouvrière ne dispose que de partis traîtres. Il est temps d'avancer un programme radical qui liquide le chômage, qui ose s'en prendre aux licencieurs qui sont aussi les véritables nantis, qui démantèle l'État bourgeois que le PS et le Front de gauche renforcent avec l'état d'urgence. Il est temps de regrouper l'avant-garde des travailleuses et des travailleurs pour construire un nouveau parti, révolutionnaire et internationaliste. C'est pourquoi le Groupe marxiste internationaliste invite les groupes et noyaux révolutionnaires à sa 3e conférence, les 26 et 27 mars.

5 janvier 2016

La précarité généralisée : un rêve du patronat que le gouvernement veut rendre réel

Aiguillonnés par le retour des crises capitalistes (1973), les gouvernements de tous les pays avancés entreprennent de précariser le travail, en même temps qu'ils démantèlent la protection sociale. Pour cela, ils s'appuient sur les partis réformistes et sur les bureaucraties syndicales, en profitant de la démoralisation mondiale causée par la restauration du capitalisme en Europe de l'est, en URSS et en Chine (1989-1992).

Pour les capitalistes et leurs économistes, les travailleurs sont des paresseux

En janvier 2005, à l'occasion de l'assemblée générale du Medef, Laurence Parisot affirma que *« la liberté de penser s'arrête là où commence le code du travail »*. Gérard Larcher, aujourd'hui président LR du Sénat, alors Ministre délégué aux relations du travail, lui fit écho en qualifiant le droit du travail de *« charia »* et en traitant ses défenseurs d'*« ayatollahs »*.

Même refrain dix ans plus tard quand son successeur Pierre Gattaz conçoit le code du travail comme *« le fléau n°1 »* (*L'Obs*, 26 août 2015) et prône *« l'adoption d'un CDI sécurisé, comme un contrat de mariage, qui comprendrait notamment le montant des indemnités en cas de rupture, avec aussi de nouvelles causes réelles de licenciement, comme par exemple la baisse du chiffre d'affaires »* (*La Tribune*, 23 avril 2015). Début janvier, le Medef augmente la pression sur le gouvernement.

> *Pour débloquer la situation de l'emploi : une sécurisation pour un contrat de travail agile, prévoyant un plafonnement des indemnités prud'homales lié à l'ancienneté du salarié, et des motifs de rupture liés à la situation de l'entreprise ou la réalisation d'un projet.* (*Lettre ouverte,* 11 janvier 2016)

La caution « scientifique » est fournie par les économistes néo-classiques avec la thèse du « marché du travail ». Selon eux, si l'État ne s'en mêle pas, si on laisse faire le marché d'un bien quelconque (l'offre et la demande), il s'établit spontanément un « prix d'équilibre » qui est le prix qui égalise l'offre et la demande. Ce prix est « optimal », c'est celui qui maximise l'échange (il ne peut pas y avoir davantage de demande satisfaite, ni plus d'offre vendue). Dans le cas du « marché du travail », le salaire d'équilibre conduit au plein-emploi. Dans ces conditions, il n'y a pas de chômage, seulement des fainéants, comme le relève un économiste critique.

> *Cela ne signifie pas que tous les salariés travaillent. Cela signifie que tous les salariés qui veulent travailler à ce prix travaillent. Autrement dit, ceux qui ne veulent pas travailler à ce prix ne sont pas considérés comme des chômeurs. Et c'est bien normal, car à ce prix, ils préfèrent les loisirs.* (Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux*, Raisons d'agir, 2000, p. 39)

Les gouvernements doivent suivre une politique économique « libérale »: réduire les allocations chômage, faciliter les licenciements, ne pas empêcher la main-d'oeuvre de se faire embaucher à un bas salaire...

Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C
En milliers, données CVS-CJO
Dares, 26 janvier 2016

Catégorie A, France
Catégorie A, France métropolitaine
Catégories A, B, C, France
Catégories A, B, C, France métropolitaine

Diviser pour régner

En effet, selon les chiens de garde du capital, s'il y a du chômage, c'est que quelque chose perturbe le « marché du travail » : les allocations chômage, le salaire minimum, la puissance des syndicats, le frein juridique au licenciement, l'égoïsme des travailleurs en place... Ainsi, pour Assan Lindbeck et d'autres professeurs d'université très bien rétribués par la classe dominante pour justifier le capitalisme, il existe une *« dualité du marché du travail »*. Le rapport déterminant du « marché du travail » n'est pas entre capital et travail, mais entre travailleurs eux-mêmes car les sala-

riés installés (les *insiders*) seraient des privilégiés qui empêchent les autres (les *outsiders*) d'avoir un emploi.

> *Si les outsiders proposent de baisser les salaires pour se faire embaucher, les insiders ont le pouvoir de rendre leur embauche coûteuse à l'entreprise (en limitant la coopération avec eux) à quoi s'ajoute le pouvoir de faire passer le goût aux outsiders de diminuer leur salaire (en leur menant la vie dure)... Au total, le pouvoir de nuisance des salariés en place est responsable du chômage des laissés-pour-compte.* (Laurent Cordonnier, *Pas de pitié pour les gueux,* Raisons d'agir, 2000, p. 98)

La version la plus grotesque du diviser pour régner, mais pas la moins dangereuse, est la variante xénophobe des partis fascistes qui excusent les capitalistes qui refusent d'embaucher et qui licencient, mais accusent les travailleurs de nationalité étrangère (ou des minorités nationales du pays).

En réalité, les salariés sont des exploités qui ne sont jamais à l'abri, même les plus « protégés » (en France : les titulaires qui travaillent pour l'État, les collectivités territoriales, les hôpitaux publics et pour les dernières entreprises publiques). Le chômage est involontaire, il dépend de la place du pays dans la hiérarchie mondiale, des fluctuations du capitalisme et des rapports de force entre les classes fondamentales. Le chômage de masse facilite le chantage des patrons à la faillite de l'entreprise ou à la fermeture du site, permet d'augmenter l'exploitation et la précarisation de l'ensemble des travailleurs.

> *À mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produits de moins de travail, le système capitaliste développe aussi les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense... L'excès de travail imposé à la fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve, et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir plus docilement les ordres du capital.* (Karl Marx, *Le Capital,* livre I, ch. 25, 1867)

Le rôle de l'État bourgeois

Or, en France, le chômage a considérablement augmenté après 1973. Récemment, 6 447 000 toutes catégories confondues en septembre 2015, contre 5 211 800 en avril 2012, soit une hausse de 24 % depuis le début de la présidence Hollande (sans compter les radiations estimées à 300 000 par an). Tous les gouvernements français en ont profité pour flexibiliser :

- « lois Aubry » de 1998 et de 2000 (flexibilité du temps de travail),
- « loi relative aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi » de 2003 (flexibilité du temps de travail),
- « loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat » d'août 2007 (flexibilité du salaire),
- « loi ANI sur la modernisation du marché du travail » de 2008 (flexibilité de l'emploi),
- « loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail » de 2008 (flexibilité du temps de travail),

Insee, 29 octobre 2015

	Effectif total (milliers)	Répartition (%)			
		Ensemble	Femmes	Hommes	15-24 ans
Non salariés	2 968	11,5	[illegible]	14,7	2,4
Salariés	22 832	88,5	91,9	85,3	97,6
dont :					
Intérimaires	*530*	*2,1*	*1,3*	*2,7*	*6,3*
Apprentis	*363*	*1,4*	*1,1*	*1,7*	*16,0*
Contrats à durée déterminée (CDD)	*2 219*	*8,6*	*10,7*	*6,7*	*29,3*
Contrats à durée indéterminée (CDI)	*19 721*	*76,4*	*78,8*	*74,2*	*46,0*
Ensemble	**25 802**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Temps complet	20 931	81,1	69,2	92,2	75,3
Heures habituellement travaillées		*40,6*	*39,1*	*41,6*	*37,3*
Temps partiel	4 872	18,9	30,8	7,8	24,7
Heures habituellement travaillées		*22,9*	*23,3*	*21,3*	*20,3*

Champ : population en emploi de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine, hors communautés.
Source : Insee, enquête Emploi 2014.

Les 10 métiers les plus exposés au « *job strain* » et au manque de reconnaissance

En %

FAP	Libellé	Part des salariés en situation de tension au travail	Part des salariés déclarant un manque de reconnaissance au travail
C01	Ouvriers non qualifiés de l'électricité et de l'électronique	39	70
DQ2	Ouvriers qualifiés travaillant par enlèvement de métal, ouvriers qualifiés de la mécanique, des industries graphiques		64
DNQ	Ouvriers qualifiés travaillant par formage de métal, OQ du travail du bois et de l'ameublement	33	
E0Z	Ouvriers non qualifiés des industries de process	38	63
E1Z	Ouvriers qualifiés des industries de process		62
E2Z	TAM des industries de process		60
J1Z	Ouvriers qualifiés de la manutention		59
J5Z	Agents administratifs et commerciaux des transports et du tourisme	29	60
L2Z	Employés administratifs d'entreprise		61
M01	Employés, opérateurs, techniciens de l'informatique	30	
P0Z	Employés administratifs de la fonction publique	29	
Q1Z	Techniciens de la banque et des assurances	35	61
Q0Z	Employés de la banque et des assurances	41	60
R0Z	Caissiers, employés de libre service	31	
S2Z	Employés et agents de maîtrise de l'hôtellerie et de la restauration	36	
	Ensemble tous métiers	**23**	**49**

Note : les parties sont grisées lorsque l'exposition aux facteurs de risque ne fait pas partie des 10 métiers les plus exposés.
Champ : salariés de France métropolitaine et la Réunion.

Dares, 19 janvier 2016

- « loi de modernisation de l'économie » de 2008 (statut de l'auto-entrepreneur : flexibilité de l'emploi),
- « loi de sécurisation de l'emploi » de 2013 (flexibilité de l'emploi),
- « loi Macron pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques » de 2015 (flexibilité du temps de travail, flexibilité du salaire),
- « loi Rebsamen relative au dialogue social et à l'emploi » de 2015 (flexibilité de l'emploi et du temps de travail)…

Tous ces dispositifs sont intégrés au Code du travail (qu'ils ont fait grossir). Il ne faut donc pas faire du Code du travail lui-même un acquis, ni idéaliser le CDI qui n'a pas empêché des millions de licenciement de celles et ceux qui étaient employés sous cette forme de contrat de travail. Même les dispositions qui restent favorables ne sont guère appliqués là où les travailleurs ne sont pas organisés, d'autant que les inspecteurs du travail sont détournés du contrôle en entreprise, que ce soit sous Sarkozy ou sous Hollande.

Le résultat est que, à un pôle de la société, les capitalistes vivent dans un luxe insolent et détruisent l'environnement tandis que, à l'autre pôle, le sort du prolétariat se détériore.

Les contrats précaires

Les étrangers, les jeunes, les femmes, les vieux sont particulièrement touchés par le chômage et l'incertitude.

Sont reconnues précaires par l'Insee les formes dites « atypiques » d'emploi, c'est-à-dire hors contrat à durée indéterminée à plein temps (CDI) : contrat à durée déterminée (CDD), mission d'intérim (CTT), travail « détaché », travail dissimulé. Mais les horaires décalés, le travail posté (2 ou 3 équipes successives en 24 heures), le travail de nuit, le travail du dimanche [voir *Révolution communiste* n° 4], la rémunération à la tâche (qui réapparaît avec l'auto-entrepreneuriat) sont autant de formes, anciennes ou récentes, que prend le travail précaire.

Même les « cadres » et ingénieurs peuvent être victimes depuis 2008 d'un « contrat à objet défini ».

L'Insee, qui sous-estime donc la précarité, compte 3,2 millions de travailleuses et de travailleurs dans ce cas, soit 14 % des salariés. Le chiffrage était d'à peine plus de 5 % au milieu des années 1980. Ils sont en CDD (pour 58 % des précaires), en CTT (17 %), en stages (14 %) et en apprentissage (11 %).

En outre, la grande majorité des emplois créés sont des CDD (84 % en 2014 contre 73 % en 1999). La durée moyenne de ces contrats est de moins d'un mois, sachant que deux tiers durent moins d'un mois et que 90 % durent moins de trois mois. Les jeunes sont les premiers à faire les frais de cette instabilité grandissante. 23 % des salariés de 15 à 24 ans sont en CDD. La précarité est plus forte chez les jeunes actifs (plus de 50 % chez les 15-24 ans, contre 17 % au milieu des années 1980). L'accès au premier emploi stable est aujourd'hui à 27 ans, contre 20 ans cinquante ans plus

Insee, 29 octobre 2015

	Sous-emploi (milliers)	Taux de sous-emploi (%)*
Non-salariés	180	6,1
Salariés	1 462	6,4
dont :		
Cadres	*76*	*1,9*
Professions intermédiaires	*243*	*3,9*
Employés qualifiés	*202*	*5,3*
Employés non qualifiés	*642*	*18,2*
Ouvriers qualifiés	*118*	*3,3*
Ouvriers non qualifiés	*176*	*9,9*
Non déterminé	*6*	*10,5*
Femmes	1 178	9,5
Hommes	464	3,5
15-24 ans	242	11,8
25-49 ans	989	6,1
50 ans ou plus	412	5,5
Ensemble	**1 642**	**6,4**

tôt. Après un an d'ancienneté, seuls 8 % signent un contrat à durée indéterminée, 53 % continuent leur contrat précaire, 25 % sont sans emploi. Ce sont les moins diplômés qui subissent le plus la précarité.

Longtemps épargnés, les 60 ans et plus étaient 8 % à être en CDD en 2011 contre 2 % en 1990-1994. Et ils n'échappent pas au raccourcissement de la durée des contrats : 29 % des seniors en CDD ont signé un contrat de moins d'un mois, contre 16 % pour les moins de 30 ans. La loi Macron a renforcé cette pratique puisqu'elle a, entre autres, permis de reconduire un CDD deux fois au lieu d'une [voir *Révolution communiste* n° 13].

La paupérisation

En réalité, la précarité concerne aussi les travailleurs dotés d'un CDI. Il y a 1,7 million de travailleurs en sous-emploi (Insee, 3 décembre 2015), surtout des femmes (30 % des femmes travaillent à temps partiel, 6 % des hommes).

L'emploi ne garantit pas la satisfaction des besoins élémentaires. Les emplois instables sont souvent mal rémunérés et s'accompagnent souvent du renoncement aux soins (ce sont les « sans dents » selon les termes de Hollande en privé) et de l'instabilité familiale, parfois de la perte du domicile fixe.

La moitié des salariés perçoivent moins de 1 772 euros par mois et la sécurité sociale rembourse de moins en moins les consultations médicales et les médicaments. Une des rares mesures positives du gouvernement était la généralisation du tiers payant. Les organisations réactionnaires de médecins ayant protesté en arguant des complications dues aux multiples mutuelles, le Conseil constitutionnel l'a invalidée le 22 janvier.

> *Le seul moyen de remédier à ces méfaits est de faire fusionner toutes ces caisses en une seule qui soit contrôlée par les travailleurs eux-mêmes.* (Karl Marx, *Intervention au Conseil général de l'Association internationale des travailleurs*, 24 novembre 1868)

Non seulement l'augmentation du salaire minimum (SMIC) a été sensiblement plus faible sous Hollande que sous Sarkozy, mais il augmente moins vite que les autres salaires puisqu'entre 2008 et 2015, le SMIC augmentait de 11,4 % et le salaire de base ouvrier augmentait de 13,5 %.

Le SMIC n'a augmenté au 1er janvier que de 0,6 % (9,67 euros brut / h, 1 466,62 euros brut / mois à plein temps). C'est le minimum légal pour tenir compte de l'inflation. Pas de « coup de pouce ». Une augmentation de neuf euros par mois est bien suffisante pour le gouvernement PS-PRG. La ministre du travail suggère que les smicards ouvriers et les employés, en étant trop bien payés, sont responsables du chômage.



> *Dans le contexte actuel, nous considérons qu'un « coup de pouce » n'est pas la meilleure solution pour augmenter le pouvoir d'achat compte tenu de ses effets sur le coût du travail et donc l'emploi.* (Myriam El Khomri, *Les Échos*, 14 décembre)

En outre, sans parler des salariés non déclarés le patronat dispose de nombreuses possibilités légales de payer des travailleuses et des travailleurs en-dessous du salaire minimum :

- les stagiaires ne reçoivent que 3,60 euros par heure de présence effective pour un stage de plus de 2 mois ; en deçà, ils sont gratuits ;
- lorsqu'ils ont moins de six mois d'expérience, les salariés de moins de 17 ans peuvent être payés à 80 % du SMIC ;
- les apprentis de moins de 18 ans peuvent être payés un quart du SMIC pendant leur première année ;
- les jeunes de moins de 21 ans en contrat de professionnalisation peuvent percevoir seulement 55 % du SMIC…

Le salariat camouflé

Les patrons utilisent aussi des formes plus ou moins illicites : « travail au noir » (l'emploi non déclaré fréquent dans l'agriculture, le bâtiment, les cafés et la restauration…), l'embauche de travailleurs étrangers sans papiers, la minoration d'heures supplémentaires (courant dans les très petites et les petites entreprises), l'emploi de stagiaires en remplacement d'un titulaire, le détournement de l'entraide familiale… L'économie informelle correspond à plus de 10 % du PIB (un peu moins que la moyenne européenne, beaucoup moins que dans les pays les plus dominés).

Avec le statut d'auto-entrepreneur (2008), des travailleurs réalisent des missions spécifiques via une plateforme en ligne, sans aucune couverture sociale ni droit du travail. L'ubérisation (bâtiment, transport de colis et de plis, services informatiques, transport de per-

sonnes en ville...) signe le retour du travail à la tâche puisque le rapport juridique de subordination a été remplacé par une relation commerciale entre un travailleur « indépendant » et un donneur d'ordre. Le rêve du patronat !

L'apartheid

Les administrations utilisent massivement des travailleurs précaires, moins payés que les titulaires, ce qui présente aussi l'avantage de diviser les salariés : ils sont environ 1 million (932 000 en 2013, Insee, avril 2015). Les entreprises publiques discriminent aussi.

> *Plus de 800 travailleurs marocains ont obtenu réparation pour les discriminations qu'ils ont subies durant leur carrière dans l'entreprise ferroviaire. La SNCF va devoir payer des dommages et intérêts... Ces « indigènes du rail » ont été recrutés au début des années 1970, la plupart directement au Maroc. Il s'agissait alors pour la SNCF de pourvoir des postes pénibles et dangereux, dont ne voulaient pas les travailleurs français. Et, au passage, l'entreprise d'État leur a fabriqué un statut de droit privé sur mesure les excluant du statut particulier des cheminots. La liste des discriminations dont ils ont été victimes est interminable. Ces hommes à la retraite, ou proches de l'être, ont été cantonnés toute leur vie au bas de l'échelle. Ils n'ont pas pu passer les examens internes et ceux qui occupaient des fonctions de maîtrise n'en ont jamais eu le statut, parce qu'ils étaient étrangers. Leur protection sociale est bien inférieure à celle de leurs collègues français : ils ont dû travailler en moyenne sept ans de plus, pour une retraite trois fois moindre. Ils n'ont pas eu accès aux services de médecine gratuits de la SNCF. Ultime vexation : ceux qui, en cours de carrière, ont acquis la nationalité française et ont pu accéder au statut de cheminot, ont été obligés de renoncer à leurs années d'ancienneté.* (*L'Humanité*, 21 septembre 2015)

La CGT, majoritaire à la SNCF, a toléré l'apartheid durant 40 ans. En plus, les bureaucrates syndicaux font partie des patrons puisqu'ils cogèrent l'entreprise (7 CGT au conseil d'administration, 4 UNSA, 3 SUD-Rail et 3 CFDT).

Pour en finir avec la précarité, il faut en finir avec le capitalisme

Le gouvernement veut poursuivre dans cette voie le peu qui lui reste à vivre, en facilitant la « négociation », notamment sur la durée du travail et le licenciement. Ceux qui veulent le supplanter, les prétendants à l'investiture LR, rivalisent dans la réaction en voulant étendre la flexibilité à tous les fonctionnaires. Un gouvernement du FN, en dépit de toute la démagogie de Marine Le Pen envers les chômeurs, serait encore pire : entre les petits patrons qui veulent se débarrasser de tout frein à l'exploitation et les besoins des travailleurs salariés, le parti fascisant choisirait vite.

Codifiant le salariat et l'exploitation capitaliste, le droit du travail a vocation à disparaître dans le socialisme-communisme, lorsque les producteurs associés géreront la production et la répartition. Il n'en reste pas moins que dans le cadre des rapports de production capitalistes, le droit du travail, s'il ratifie la subordination et avalise les sanctions, comporte certaines protections des travailleurs salariés.

Il faut défendre tout acquis, sans embellir le CDI et le code du travail. Depuis 1982 et le blocage des salaires par le gouvernement PS-PCF-PRG, les gouvernements comprenant le PS et le PCF (ou le PS seul) n'ont pas annulé les mesures essentielles des gouvernements de type LR ou LR-UDI-MoDem. Jamais les directions syndicales n'ont appelé à la grève générale contre une attaque, jamais elles n'ont cessé de discuter les projets réactionnaires.

- Boycott des négociations de dislocation du droit du travail !
- Pas de salaire à moins de 1 500 euros, augmentation de 200 euros pour tous !
- Interdiction des licenciements, échelle mobile des heures de travail jusqu'à la disparition du chômage !
- Intégration des précaires, égalité des droits pour les immigrés, un travail digne pour tous !
- Nationalisation sans indemnité des grands groupes capitalistes !
- Intégration des mutuelles à la sécurité sociale, remboursement total des soins, la sécurité sociale sous le contrôle des seuls travailleurs !
- Une centrale syndicale unifiée, de lutte de classe et démocratique !

Pour en finir avec la précarité, il faut en finir avec l'exploitation : la classe ouvrière doit prendre le pouvoir, exproprier le grand capital, étendre la révolution socialiste en Europe et dans le monde. Pour cela, il faut préparer un parti ouvrier révolutionnaire, combattre dans les syndicats les bureaucraties qui s'associent à toutes les contre-réformes, mettre sur pied des organes d'auto-organisation des masses en lutte.

16 janvier 2016

Témoignage de lecteurs sur la « jungle » de Calais



En prenant la direction de la « jungle » que nous pensions se situer à l'est du port, près d'une zone industrielle nommée Les Dunes, nous apercevons un jeune homme auprès de qui nous nous enquerrons du chemin à suivre. Il s'agit précisément d'un résident de la « jungle » et il nous indique la route, en anglais, d'un simple *« vous prenez la première à droite et c'est tout droit, à environ 3 kilomètres »*. Nous nous engageons, vite rejoints par le sympathique jeune homme que nous venions de rencontrer, dont nous apprenons rapidement qu'il s'appelle Ahmed, qu'il est kurde syrien de Kobané –une ville qui est devenue emblématique du combat des Kurdes pour leur indépendance–, qu'il vit dans le camp depuis deux mois dans l'espoir de rejoindre l'Angleterre, un espoir partagé par tous ceux qui vivent là. Tout au long du trajet, en particulier le long de cette longue ligne droite ponctuée d'usines et de stations-service pour poids lourds, dans la zone industrielle en question, nous croisons des résidents de la « jungle » se rendant à Calais, beaucoup nous saluant amicalement, d'un sourire, d'un *« hello »*, parfois d'un *« bonjour »*, notre accompagnateur syrien rectifiant par *« bonsoir »* qu'il juge plus approprié, avouant lui-même que ce sont les deux seuls mots qu'il connaît en français.

Nous pénétrons alors dans la « jungle », que nous n'aurions pas pu trouver sans l'aide d'Ahmed, ou alors cela nous aurait pris beaucoup plus de temps. Non sans nous avoir fièrement montré sa tente, sur laquelle flotte un drapeau du Kurdistan, Ahmed nous quitte. La « jungle » est le nom donné à ce camp non seulement par ceux qui y résident, mais aussi par tous les Calaisiens. Nous sommes d'abord frappés par la boue –il pleut beaucoup dans cette région en hiver–, qui rend la marche non pas impossible mais du moins fastidieuse. Nous voyons des tentes par centaines –5 à 6 000 personnes résident ici, mais peu restent plus de quelques mois–, comme des habitations de fortune, construites avec les matériaux dont ils disposent. Contre le froid, contre le vent, contre la pluie, elles paraissent bien dérisoires. On voit aussi des épiceries, qui vendent le nécessaire pour le quotidien, des fruits, des légumes, des boissons (surtout de l'eau, du jus de fruit, du soda), des produits d'entretien, du tabac… *« Dans la jungle, on trouve de tout »*, nous disent des réfugiés, *« y compris de l'alcool, du tabac, du cannabis »*. On voit aussi des cafés, des restaurants où les réfugiés se rassemblent pour discuter, pour se divertir en jouant aux cartes, en regardant des clips vidéo sur des écrans, peut-être la télévision, pour échanger sur leur pays (l'Afghanistan, la Syrie, le Soudan, l'Érythrée…), pour élaborer des dispositifs leur permettant de rejoindre l'Angleterre : c'est l'espoir de tous ceux qui sont là…

Nous voyons aussi des ateliers. Des ateliers d'art où sont exposées des œuvres réalisées par les résidents pendant leur séjour : on voit des peintures, des sculptures ; on voit aussi un assemblage de cannettes (de bière, de soda) de trois ou quatre mètres de haut, comme une fusée qui leur permettrait de fuir cette prison à ciel ouvert. Des ateliers d'écriture, de français, avec des cours certainement fournis par les associations qui travaillent sur place, et l'emploi du temps écrit à l'entrée d'une tente. Tout au long de cette découverte nous sommes salués avec chaleur.

Nous décidons alors d'entrer dans un restaurant afghan –les réfugiés sont regroupés par nationalité–, où plusieurs dizaines de personnes –peut-être 30 ou 40, tous des hommes de moins de 40 ans, comme la plupart des personnes du camp– sont assises sur des bancs de fortune recouverts d'un tissu épais. Certains boivent, d'autres fument, d'autres jouent, d'autres se reposent… nous sommes accueillis par deux garçons, visiblement les responsables du lieu, qui nous offrent de l'eau, du thé, nous invitent à nous asseoir.

Nous engageons la discussion. L'un d'entre eux, Shir, a 23 ans, il a quitté son pays à l'âge de 10 ans, ce qui correspond au début de la guerre initiée par G.W. Bush ; il a passé 4 ans en Grèce, 6 en Belgique, dans d'autres lieux encore, avant de se retrouver ici, depuis deux mois. Il espère aller en Angleterre, où sa famille pourra le rejoindre au bout de quelques mois. Le deuxième, Ahmed, a 34 ans, il a trois enfants, il a passé plusieurs années en Grèce, plusieurs mois en Serbie, puis au Monténégro, puis en Bosnie, puis en Slovénie, avant d'arriver en Italie, à Udine, où il a passé quatre ans et où il a une amoureuse. Nous avons un peu échangé en italien. Il est dans la jungle depuis six mois et a essayé plusieurs fois, en vain, d'atteindre l'Angleterre. Tous deux nous confient ce que nous avions déjà compris, à savoir que leurs conditions sont difficiles : l'humidité, le froid, la faim, la promiscuité, les conditions de logement, mais aussi des gaz lacrymogènes très souvent, des bagarres parfois… Ils nous demandent si nous avons faim –c'est le cas–, ils nous présentent les plats qu'ils ont préparés. Nous en choisissons un avec des haricots, du boeuf et une sauce délicieusement épicée, accompagné d'excellents pains afghans, et de quelques feuilles de salade, sur une toile cirée soigneusement étalée. Les plats sont certainement préparés avec les ingrédients que leur fournissent les associations, ou ceux qu'ils vont eux-mêmes se procurer en ville, à pied pour la plupart, en vélo pour certains. C'est un régal, le prix est dérisoire, 4 euros chacun, on ne sait pas s'ils ont compté le thé.

Non sans leur avoir souhaité une bonne année, et surtout beaucoup de courage et de chance, nous quittons le camp. Après presqu'un kilomètre de marche, juste avant la première bifurcation, nous voyons des migrants faire demi-tour et passer par le bois. Ignorant la raison de cette volte-face, et ne connaissant pas les lieux, nous poursuivons notre chemin. Nous comprenons rapidement ce qui les a fait reculer, puisque deux cars de CRS bloquent la voie qui mène vers le port, et précisément vers le ferry qui s'apprête alors à partir pour Douvres.

Nous prenons la direction d'une autre sortie du camp, aux côtés de nombreux migrants qui souhaitent embarquer dans le ferry ou simplement aller en ville pour profiter du réveillon. Nous sommes accostés par un jeune homme – afghan également – qui marche un petit moment à nos côtés, nous fait comprendre que nous pourrions lui servir de protection pour aller en ville, puis nous nous retrouvons rapidement face à un groupe de CRS – peut-être 4 ou 5 – qui bloquent également cette sortie. Nous leur disons que nous souhaitons nous rendre à Calais, l'un d'entre eux nous demande alors nos papiers, que nous lui montrons. Nous ajoutons que le jeune homme qui nous accompagne est un ami, que nous allons ensemble fêter la nouvelle année à Calais, ce que les CRS refusent, comme l'on pouvait s'y attendre ; un autre ajoute sans ménagement « nous avons des ordres du préfet ». Après une courte hésitation, nous avançons, doucement ; nous nous trouvons alors entre deux groupes de CRS. Voyant que des migrants – peut-être une vingtaine – se sont avancés derrière nous, certainement pour essayer de s'engouffrer, un des CRS du deuxième groupe aboie vers nous « ne restez pas au milieu vous allez là ou là », c'est-à-dire vous retournez dans la jungle ou vous rentrez à Calais. Jugeant que nous n'avions pas les moyens de faire basculer la pression en faveur des migrants, nous prenons la direction de Calais, tristes d'abandonner nos compagnons d'un soir à leur infortune.

Pour notre dernier jour nous avons souhaité retourner à la jungle, cette fois-ci en voiture. Peu avant l'entrée, nous avons été sollicités par deux jeunes hommes que nous avons déposés en centre-ville, puis nous sommes retournés à la jungle. Cette dernière visite fut également riche d'enseignements puisque non seulement nous avons pu constater, de manière encore plus évidente en pleine lumière, l'immense précarité de ces habitations, mais aussi nous avons remarqué –plus encore– la présence boulimique des CRS, dont les cars sont placés à tous les endroits par lesquels les migrants pourraient s'échapper. Partout à l'extérieur de la jungle, sont garés des cars, avec à l'intérieur des CRS, dont une maigre consolation est d'imaginer qu'ils s'ennuient profondément.

Nous avons également rencontré une jeune Américaine, présente au compte d'une association fournissant des soins aux migrants et organisant des ateliers d'art. Nous avons vu une exposition de photos commentées, témoignant de la grande difficulté des conditions de vie, de l'impression de passer d'une prison à une autre. Cette jeune femme nous donne les noms de deux associations à qui nous adresser pour envoyer du matériel (Care for Calais et L'auberge des migrants). Avant de partir, nous voyons un homme drapé dans une couverture, il semblait frigorifié ; nous lui donnons un blouson que nous avions apporté à cet égard. En partant nous conduisons deux Afghans pour les déposer en centre-ville ; ils ont besoin de 30 euros pour une carte internet et téléphone afin d'être en contact avec leurs proches. Nous leur donnons les 25 euros dont nous disposons. Ils quittent la voiture en nous remerciant, nous leur souhaitons bon courage.

13 janvier 2015

Crise politique en Espagne

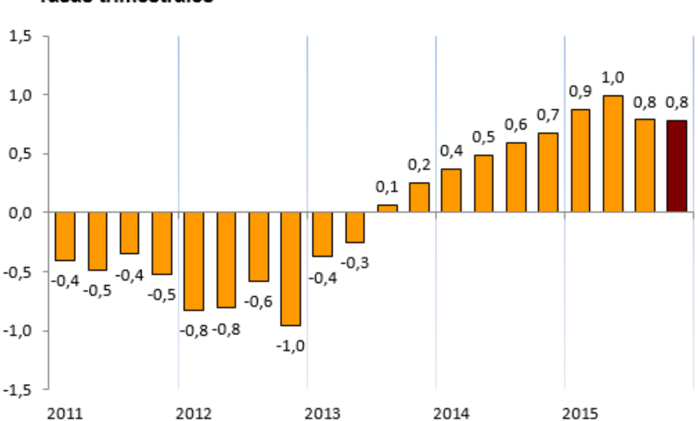
Sortie de crise économique sur le dos des travailleurs

La dernière crise mondiale frappe de plein fouet l'Espagne au 3e trimestre de 2008. Le PIB baisse de -3,6 % en 2009 (contre -2,9 % en France), stagne en 2010 (+2 % en France), baisse de nouveau en 2011 de -1,1 % (+2,1 % en France), en 2012 de -2,6% (+0,2 % en France) et en 2013 de -1,7 % (+0,7 % en France). De 2007 à 2013, le taux de chômage passe de 8 % à 27 % de la population active, malgré le départ de nombreux immigrés sud-américains (400 000 étrangers de moins de 2010 à 2013) et l'émigration de nombreux jeunes (80 000 pour la seule année 2013).

En 2009, le gouvernement Zapatero (Partido Socialista Obrero Español) sauve les banques espagnoles : 127 milliards d'euros (dont plus de 41 par l'Union européenne). Par conséquent, le déficit public espagnol explose : 11,2 % du PIB en 2009, bien au-delà de la limite des 3 % fixée par l'UE. Parallèlement, le gouvernement PSOE passe à l'offensive contre la classe ouvrière. En mai 2010, José Luis Zapatero baisse les salaires des travailleurs publics et bloque les pensions de retraite. En juin, la majorité parlementaire PSOE « assouplit » le droit du travail. En décembre, le gouvernement PSOE brise la grève des contrôleurs aériens. En mai 2011, l'âge légal de départ à la retraite passe à 67 ans.

Dans ces circonstances, les élections générales espagnoles de novembre 2011 profitent au Partido Popular. Le gouvernement Rajoy (PP) coupe dans les dépenses publiques et augmente les impôts supportés par le peuple. En 2012, il facilite les licenciements et affaiblit les négociations collectives.

Variation trimestrielle du PIB en % (INE, 29 janvier)

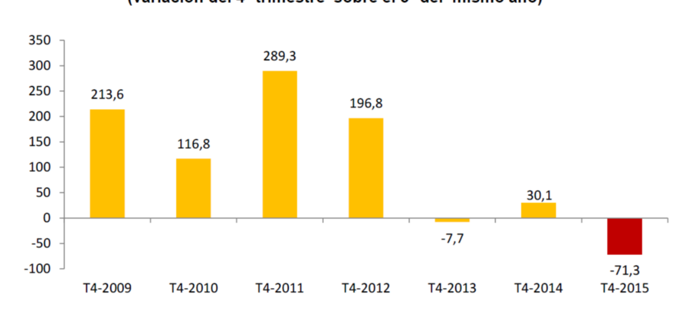


Face aux offensives des deux gouvernements bourgeois, les bureaucraties syndicales des Comisiones Obreras (CCOO, la première confédération, dirigées par le PCE) et de l'Unión General de Trabajadore (UGT, la seconde confédération, dirigée par le PSOE) dissipent la colère des travailleurs dans des journées d'action (des grèves limitées à 24 h). Tous les centristes du mouvement ouvrier (CMR-El Militante, IA-Anticapitalistas, Corriente Roja, Lucha Internacionalista...) soutiennent ces simulacres et les font passer pour leur opposé, la grève générale.

La trahison du PSOE et l'impuissance des confédérations syndicales poussent la jeunesse étudiante et chômeuse —les « indignés »— à occuper les places des grandes villes en 2011-2012 à l'appel du 15-M. Celui-ci interdit toute expression des organisations ouvrières au sein du mouvement, avec l'aide de IA-Anticapitalistas, l'organisation-soeur du NPA, et de En Lucha, le groupe lié au SWP britannique. Le mouvement de la jeunesse se prolonge par des luttes contre les expulsions des logements. Si les conflits à propos de fermetures de sites ont été nombreux, il y a peu de grèves de salariés : transports publics à Barcelone en juillet 2013, entreprises sous-traitantes de Telefónica en juin 2015...

Suite aux faillites et à l'augmentation de l'exploitation, le taux de profit finit par remonter. L'accumulation du capital s'élargit à nouveau. La croissance repart : +1,4 % en 2014 (+0,4 % en France), +3,1 % en 2015 (+1,1 % en France), même si le PIB reste inférieur à celui de 2008. Par conséquent, le chômage décroit enfin (21 % fin 2015), mais la moitié des 4,7 millions de chômeurs ne touche plus aucune prestation. Cependant, la détestation envers le PP ne tourne pas à l'avantage du PSOE.

Variation du chômage en milliers du dernier trimestre de chaque année par rapport au trimestre précédent (INE, 28 janvier)



Menaces de sécession en Catalogne

Le fascisme, en plus de détruire le mouvement ouvrier et de rétablir le catholicisme comme religion officielle, réprima violemment les minorités nationales (Basques, Catalans, Galiciens, Valenciens, etc.). À cette époque, le PSOE et le PCE clandestins se prononçaient non seulement pour une république démocratique mais pour le droit à l'autodétermination des peuples de l'État espagnol. Grâce à la poussée révolutionnaire de 1974-1984 des prolétaires, des étudiants et des Basques, des concessions significatives ont été arrachées (libertés démocratiques, reconnaissance constitutionnelle des « communautés autonomes »).

Aujourd'hui, le PSOE ne présente pas plus de différence significative avec le PP chauvin castillan sur cette question que sur les autres. Mais le nationalisme des minorités d'Europe lui aussi a changé. Il a perdu son caractère progressiste en Ecosse ou en Catalogne. Une partie de la bourgeoisie catalane fait plus d'affaires avec l'Union européenne qu'avec l'Espagne. Ses partis ne veulent plus payer, disent-ils, pour le reste de l'Espagne, plus pauvre.

> *Le président de la généralité, Artur Mas [CDC], et Oriol Junqueras [ERC] défendent régulièrement et catégoriquement que si la Catalogne était indépendante, la généralité disposerait chaque année de 16 milliards d'euros supplémentaires. Cet argent que « l'Espagne nous vole » pourrait financer de nouveaux services, éviter l'austérité ou réduire la dette.* (*El Pais,* 24 janvier 2014)

En juillet 2015, le président de la Catalogne Artur Mas (CDC) réussit à unir les deux principaux partis nationalistes, CDC et ERC, dans une coalition nommée Junts pel Sí (JxSí, Unis pour le oui à l'indépendance). Des nationalistes petits-bourgeois constituent une autre coalition indépendantiste : Candidatura d'Unitat Popular (CUP, Candidature d'unité populaire) avec l'aide d'anarchistes et de pseudo-trotskystes (Corriente Roja, section de la LIT-QI ; Lucha Internacionalista, section de l'UIT-QI : deux branches du morénisme qui confond depuis 60 ans le nationalisme radical avec la révolution socialiste). Le gouvernement Rajoy (PP) refuse d'organiser un référendum. Le 11 septembre, les nationalistes catalans ripostent par une manifestation qui réunit un million de personnes à Barcelone.

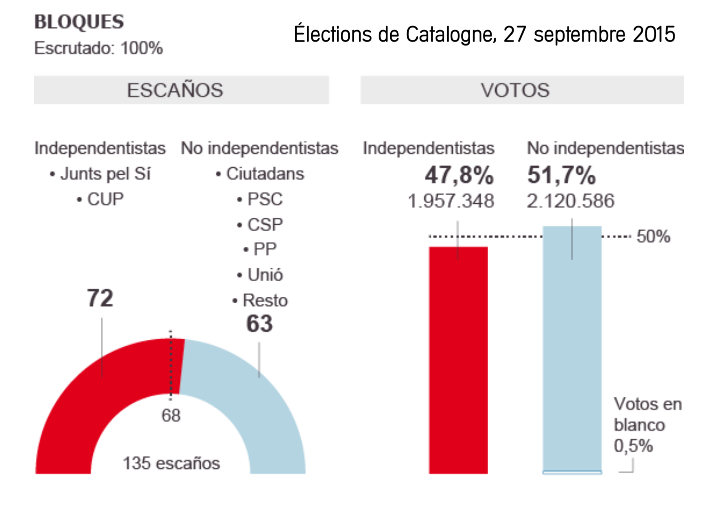
Selon une étude du Centro de Investigaciones Sociológicas parue le 10 septembre, les indépendantistes sont minoritaires dans les grandes villes (Barcelone, Tarragone) et majoritaires dans l'arrière-pays. Seulement 21 % des habitants de Catalogne se sentent uniquement catalans, plus 25 % qui se sentent davantage catalans qu'espagnols. Mais il reste 42,1 % qui se sentent autant espagnols que catalans, 4,4 % plus espagnols que catalans et 5,2 % seulement espagnols, sans parler des travailleurs immigrés que ni les chauvins castillans ni les nationalistes catalans ne veulent voir voter. Grâce à la surreprésentation des campagnes, aux élections régionales du 27 septembre, les deux coalitions nationalistes catalanes gagnent la majorité absolue au parlement (72 députés sur 135) mais restent clairement minoritaires en voix (47,8 % des suffrages exprimés).

> *L'indépendantisme catalan a rempli ce dimanche son objectif de remporter nettement les élections en Catalogne et à donner à Junts pel Sí et à la CUP la majorité absolue au Parlement autonome. Mais les deux partis n'ont pas atteint les 50 % des votes.* (*El Pais,* 28 septembre 2015)

La coalition bourgeoise JxSí obtient 39,6 % des suffrages exprimés, 62 députés sur 135 ; la coalition petite-

ESPAGNE - Les communautés autonomes (2002)

Source : Les Études de la Documentation française n° 5162-63



bourgeoise CUP 8,2 %, 10 députés. Les deux sont d'accord pour la séparation de la Catalogne (le parlement vote pour l'indépendance le 9 novembre), mais elles diffèrent sur la présidence. Junts pel Sí propose de renouveler le mandat de Mas. Candidatura d'Unitat Popular ne veut pas en entendre parler, ce qui ouvre une crise politique de trois mois dans la communauté autonome. Elle est résolue le 10 janvier quand le politicien bourgeois Carles Puigdemont (CDC) est élu avec le soutien de la CUP. La CUP montre ainsi qu'elle ne défend pas la cause du socialisme, mais celle du capitalisme catalan.

> *À l'époque de l'impérialisme, il ne peut y avoir d'autre salut pour la majorité des nations du monde que l'action révolutionnaire du prolétariat des nations impérialistes, une action dépassant le cadre des nationalités, brisant ce cadre et renversant la bourgeoisie internationale.* (Lénine, « Le principal ouvrage de l'opportunisme allemand sur la guerre », juillet 1915, *OEuvres* t. 21, p. 282)

Le 11 janvier, le chef du gouvernement en sursis Mariano Rajoy riposte au nom de tous les chauvins castillans que *« l'unité de l'Espagne n'est pas négociable »* et menace : *« Le projet indépendantiste est inacceptable et à la moindre infraction contre la loi, nous réagirons immédiatement avec force ».*

Double débâcle des « partis de gouvernement »

Les élections générales espagnoles pour les Cortes (parlement) renouvellent les 350 députés et les sénateurs qui sont élus au suffrage universel : 208 membres sur 266. Le 20 décembre 2015, les deux partis politiques qui alternent d'habitude au gouvernement pour le compte de la bourgeoisie subissent une sévère défaite. Aucun d'entre eux n'obtient la majorité nécessaire pour gouverner seul.

Le Partido Popular (PP, Parti populaire) est le principal parti bourgeois. Il vient de la reconversion d'une fraction des franquistes en « démocrates » en 1989. Dirigé actuellement par Marino Rajoy, le PP perd 4 millions de voix, recule de 15,9 points. Il n'obtient que 7,2 millions de voix, 28,7 % des suffrages exprimés, 123 députés et 124 sénateurs. Ce recul ne profite pas, cette fois-ci, à son rival traditionnel.

Le Partido Socialista Obrero Español (PSOE, Parti socialiste ouvrier espagnol) est le principal parti ouvrier. Le PSOE social-démocrate, le PCE stalinien et les directions syndicales CCOO et UGT permettent le rétablissement de la monarchie voulue par Franco, l'appartenance à l'OTAN et la sauvegarde du capitalisme (Pacte de la Moncloa, octobre 1977). En 1979, le 28e congrès supprime la référence au marxisme. Ensuite, le PSOE gouverne à plusieurs reprises, toujours au compte de la bourgeoisie. Il est dirigé actuellement par Pedro Sanchez. Aux dernières élections, le PSOE perd 1,5 millions de voix, soit 6,7 points. Il recueille seulement 5,5 millions de voix, 22 % des suffrages exprimés, 90 députés et 47 sénateurs.

Le Partido Comunista de España (PCE, Parti communiste d'Espagne) qui était le principal parti ouvrier dans la clandestinité au temps du franquisme, ne se présente plus depuis 1986 sous son nom, mais sous l'étiquette Izquierda Unida (IU, Gauche unie, rejointe par les groupes « trotskystes » de l'époque : LCR-EA, PRT, POR, NC... dont les héritiers sont aujourd'hui plutôt à Podemos ou à la CUP). Aux élections de décembre 2015, l'IU elle-même s'efface au profit d'un minuscule front populaire, Unidad Popular. En vain : l'UP est laminée avec moins de 1 million de voix, soit 3,7 % des suffrages exprimés, et n'obtient que 2 députés, 0 sénateur.

L'abstention a été plus faible en 2015 qu'en 2011. En effet, elle est passée de 28,3 % à 26,8 %, ce qui amplifie encore plus la déroute du parti traditionnel de la classe capitaliste et des partis traditionnels de la classe ouvrière. Les gagnants sont des partis qui n'ont jamais gouverné.

Ciudadanos (C's, Citoyens) est un parti bourgeois débarrassé de tout oripeau franquiste. Il a pour origine l'hostilité à la sécession de la Catalogne d'une nouvelle génération de politiciens capitalistes : à la fondation, en 2006, le président a 27 ans et le secrétaire général 26 ans. Il est dirigé par Antonio Robles. Au détriment du PP, Ciudadanos obtient 3,5 millions de voix, 13,9 % des suffrages exprimés, 40 députés, 0 sénateur.

Podemos (Nous pouvons, en écho au slogan creux de 2008 du politicien bourgeois américain Barack Obama) est un parti petit-bourgeois démocratique proclamé par une partie du 15-M qui avait contrôlé le mouvement des indignados en 2011. Il prétend incarner « le peuple ». IA-Anticapitalistas, la section de la « 4e Internationale » pabliste, et En Lucha, la section de la TSI cliffiste, participent à l'opération. Podemos est dirigé par Pablo Iglesias, un ancien membre de l'organisation de jeunesse du PCE, lié au gouvernement du Venezuela. Aux européennes de mai 2014, Podemos obtient 8 % des suffrages exprimés ; aux régionales de mai 2015, 15 %. En France, le NPA et le PdG, qui viennent de rayer le gouvernement du Venezuela et celui de la Grèce de la liste des modèles à suivre, se rabattent sur Podemos.

> *Ceux qui veulent gouverner autrement en Europe n'y arriveront donc que s'ils assument un plan B face à l'Europe allemande. L'Allemagne de Merkel*



Athènes, 22 janvier 2015, Tsipras & Iglesias / ph.oto Aris Messinis, AFP

> *doit apprendre que nous pouvons nous passer d'elle. C'est le message que plusieurs forces de l'autre gauche portent désormais. Le Parti de Gauche, Podemos ou encore le Sin Fein.* (Parti de Gauche, *L'Heure du plan B*, 24 août 2015)

Podemos pointe du doigt les compromissions du PSOE avec les politiques dites d'austérité tout comme la collusion des caciques sociaux-démocrates avec les grands groupes capitalistes espagnols. Aux élections générales de décembre, il plume le PSOE, en particulier dans les quartiers populaires des métropoles, avec 5,2 millions de voix, 20,7 % des suffrages, 69 députés, 16 sénateurs. Ce bouleversement électoral aggrave la crise politique engendrée par la poussée du nationalisme catalan et l'intransigeance chauvine et monarchiste du PP.

Podemos sur la voie de Syriza

L'Espagne se trouve sans gouvernement, faute de majorité parlementaire du PP ou du PSOE. La Belgique a été dans cette situation de juin 2007 à mars 2008, puis de juin 2010 à décembre 2011 sans que l'État bourgeois, qui ne repose pas sur le parlement, cesse de fonctionner. Le seul danger pour la classe dominante, qui ne s'est pas réalisé en Belgique et qui semble peu probable en Espagne, est que la classe ouvrière et les autres couches exploitées et opprimées profitent de l'affaiblissement de la légitimité démocratique du pouvoir pour faire irruption et jettent les jalons d'un pouvoir alternatif, bien plus démocratique, celui des soviets.

La grande bourgeoisie espagnole peut imposer une solution, par l'intermédiaire du monarque, soit par accord entre les deux partis bourgeois (gouvernement PP-C's), soit par entente entre le principal parti bourgeois et le principal parti réformiste (PP-PSOE), soit par une sorte d'union nationale (PP-C's-PSOE). Et il est possible d'appeler à des élections anticipées. Si les rapports sociaux se tendent, la classe dominante pourra même se rabattre sur une forme de front populaire (gouvernement PSOE-Podemos-…).

Si Podemos maintient, pour l'instant, une attitude correcte sur la Catalogne (appel à un référendum que refuse le PP, sans aucun appui à la séparation), ses chefs, au fur et à mesure que les élections se rapprochaient, n'ont pas hésité à multiplier les signes d'allégeance à la bourgeoisie, à son État et même à la monarchie. Ils ont proscrit les drapeaux républicains des meetings et manifestations qu'ils organisaient. Ils ont intégré sur leur liste à Saragosse le général Rodriguez, ex-chef d'état-major de l'armée. Iglesias a apporté publiquement et bruyamment son soutien total aux mesures réactionnaires infligées au peuple grec par le gouvernement Tsipras (Syriza-ANEL) sous la pression des bourgeoisies française et allemande.

Pour une alliance ouvrière et populaire

Quelle que soit la composition du futur gouvernement bourgeois, il sera amené à poursuivre les coups contre les travailleurs et la jeunesse. Seul un gouvernement ouvrier et populaire issu d'une révolution sociale pourrait commencer à satisfaire les aspirations des travailleurs, des femmes, des jeunes. C'est sur cet axe que les communistes internationalistes doivent se regrouper et intervenir, au premier chef dans les syndicats de masse, pour édifier un parti ouvrier révolutionnaire capable d'aider le prolétariat à prendre le pouvoir.

- Abrogation de l'ensemble des lois réactionnaires et de toutes les mesures d'austérité prises par le PP et le PSOE !
- Augmentation des salaires ! Partage du travail jusqu'à disparition du chômage ! Mêmes droits pour tous les travailleurs, locaux et immigrés !
- Annulation de la dette publique ! Expropriation des banques et des grandes entreprises !
- Libération de tous les prisonniers politiques basques ! À bas la monarchie héritière du franquisme ! Séparation complète de l'Église et de l'État !
- Retrait de l'OTAN ! Dissolution de l'armée, de la Guardia Civil et des polices ! Armement du peuple !
- Droit à l'auto-détermination de l'ensemble des peuples d'Espagne, référendum en Catalogne ! République socialiste des peuples d'Espagne, fédération ibérique de toute la péninsule, États-Unis socialistes d'Europe !
- Une seule centrale syndicale, démocratique et de lutte de classe ! Création dans les entreprises, les administrations, les universités, les quartiers, de comités de lutte ! Centralisation des comités ! Gouvernement des travailleurs basé sur l'armement du peuple et les comités élus !

15 janvier 2016

Algérie : répression à la SNVI

Les travailleurs de la Société nationale de véhicules industriels (SNVI) de Rouiba (Algérie) sont obligés de lutter périodiquement pour obtenir le paiement de leurs salaires mensuels. Les 1er et 2 décembre, les grévistes ont subi la répression de la gendarmerie et des troupes anti-émeutes : gaz lacrymogènes, charges, arrestations.



Il est de la responsabilité des partis et syndicats ouvriers en France d'affirmer leur solidarité avec les travailleurs de la SNVI, contre la répression et pour leurs revendications.

Tous les travailleurs algériens doivent exiger de leurs organisations qu'elles s'unissent pour la libération des grévistes, le droit pour les salariés d'être payés, de faire grève, de manifester et de s'organiser librement. Les salariés ont besoin de l'indépendance de leurs syndicats vis-à-vis de tout parti bourgeois, du gouvernement capitaliste, de l'État. Toute lutte sociale conséquente pose la question de l'auto-organisation des travailleurs en comités élus et en milices.

Le pouvoir de l'état-major corrompu et du FLN dégénéré, outre la répression des grévistes, prend toute une série de mesures qui visent à restreindre les libertés démocratiques, donner des gages aux cléricaux, à opprimer la jeunesse, les femmes, les minorités nationales et à renforcer l'exploitation des travailleurs pour sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie vendue à l'impérialisme.

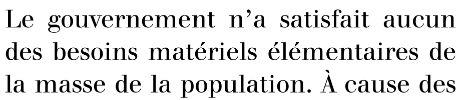
- Libération de tous les travailleurs arrêtés ! Aucune poursuite ! Indépendance des syndicats !
- Égalité juridique pour les femmes ! Expropriation de tous les voleurs qui se sont emparé des richesses du pays !
- Plan de production sous le contrôle de la population pour employer les chômeurs et satisfaire les besoins ! Gouvernement ouvrier et populaire ! Fédération socialiste du Maghreb !

8 décembre 2015

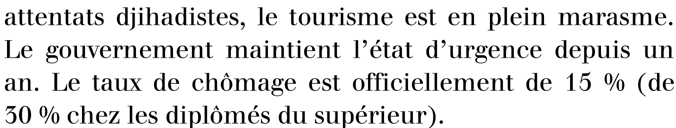
Tunisie : manifestations contre le chômage

La crise révolutionnaire de 2010-2011 a été étouffée par l'assemblée constituante. Le parti Nidaa Tounes (NT, Appel de la Tunisie), qui recycle nombre d'anciens partisans de Ben Ali, accède au pouvoir en 2014.





Le gouvernement n'a satisfait aucun des besoins matériels élémentaires de la masse de la population. À cause des attentats djihadistes, le tourisme est en plein marasme. Le gouvernement maintient l'état d'urgence depuis un an. Le taux de chômage est officiellement de 15 % (de 30 % chez les diplômés du supérieur).



Les trafics des listes pour les emplois de la fonction publique exaspèrent. Le 16 janvier 2016, des travailleurs et des étudiants manifestent à Kasserine, dans le sud-ouest, une région paupérisée. Un chômeur meurt électrocuté. Les manifestations contre le chômage s'étendent dans tout le pays et visent souvent des bâtiments officiels. Les travailleurs sans emploi crient : *« Emploi, liberté, dignité ! », « L'emploi est un droit, bande de voleurs ! », « Du travail ou une autre révolution ! ».* Le gouvernement décrète le 22 janvier un couvre-feu qui n'est pas respecté. Des ouvriers de la construction et des journaliers de Béja rejoignent les manifestations, exigeant des papiers et des conditions de travail normales.

Pour désamorcer la colère, le porte-parole du gouvernement annonce précipitamment la création de 5 000 postes. Des files de postulants se forment devant les mairies. Le lendemain, le gouvernement dément.

Le 21 janvier, le Premier ministre Habib Essid (NT), quitte le forum capitaliste de Davos. Le gouvernement français, lui-même incapable de résoudre la plaie du chômage, tente de voler à son secours.

> *François Hollande a de son côté annoncé un plan de soutien d'un milliard d'euros sur cinq ans pour aider les régions défavorisées et la jeunesse, en mettant l'accent sur l'emploi.* (*Les Échos*, 22 janvier)

Après une semaine de manifestations, le calme revient. Pour combien de temps ?

31 janvier 2016

Turquie : le gouvernement islamiste s'en prend aux Kurdes et refait voter

Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats. (Recep Tayyip Erdogan, *Discours à Siir*, 6 décembre 1997)

Il y a un an, un gouvernement en difficulté

Bien que le président Erdogan et le parti islamiste Adalet ve Kalkinma Partisi (AKP, Parti de la justice et du développement) jouissent toujours d'une base sociale importante, les difficultés se sont succédées durant la première moitié de l'année 2015.

La croissance se tasse, comme dans beaucoup de « pays émergents » : le PIB n'a augmenté que de 3 % en 2015, ce qui ferait la joie de Hollande mais vient après des années de croissance à deux chiffres. La Turquie souffre d'une suraccumulation de capital et du tassement de la demande de Syrie et d'Irak ravagés par la guerre civile et les bombardements impérialistes (dont ceux de la France), d'Europe dont la croissance est faible et de la Russie qui s'enfonce dans la récession. La dépréciation de la livre turque sur les marchés de change ne suffit pas à stimuler les exportations. L'inflation s'élève à 8,8 % sur l'année 2015.

La perspective d'entrée dans l'Union européenne s'éloigne avec la montée de la xénophobie en Europe et la guerre aux frontières de la Turquie [voir *Révolution communiste* n° 11]. Celle-ci héberge 2 millions de réfugiés, non turcophones, des pays voisins (la France en a accueilli 60 000 en 2015). La croissance a bénéficié aux salariés mais surtout aux exploiteurs locaux et étrangers (les groupes des pays impérialistes avaient investi significativement). L'âge de départ à la retraite est régulièrement repoussé pour atteindre progressivement 65 ans. La Turquie se place au dernier rang des pays de l'OCDE en matière d'inégalité des revenus. Le taux de chômage est de 10 % officiellement et même de 17 %, selon la confédération syndicale Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (DISK).

La justice enquête à partir de 2013 sur des affaires de corruption, agrémentées de népotisme et de clientélisme, touchant Erdogan, sa famille et son gouvernement. Une partie de la population est révulsée par l'islamisation rampante : incitation pour que les femmes renoncent au salariat et se consacrent à faire des enfants, menace contre le droit à avorter, multiplication des mosquées (par milliers, jusque sur les campus), légalisation du voile dans l'administration et les universités, transformation des séminaires d'imams (imam-hatip) en collèges et lycées (l'effectif est passé de 60 000 à 1,2 million d'élèves), propagation de la superstition du créationnisme, restriction des licences de distribution d'alcool, etc.

Les élections législatives de juin 2015

Tel est le contexte des élections législatives de juin 2015 qui marquent un net recul du parti au pouvoir depuis 2002, après les triomphes des municipales de mars 2014 (45,3 % des voix pour les listes AKP) et la présidentielle d'août 2014 (52 % des voix pour Erdogan).

Le problème nait du succès du Halklarin Demokratik Partisi (HDP, Parti démocratique des peuples) un parti démocratique petit bourgeois créé à l'initiative du PKK nationaliste kurde (interdit par les gouvernements turcs et listé comme organisation terroriste par les États-Unis et l'Union européenne) et rejoint par des organisations alévies, écologistes, féministes ou « socialistes », parfois interdites elles-mêmes. Le terme « des peuples » est osé dans un pays où l'État parle depuis un siècle d'un seul peuple. Le HDP, en plus de sa base de travailleurs et d'étudiants des grandes villes, capte en juin en partie les bulletins des Kurdes des zones rurales qui soutenaient jusque-là l'AKP parce qu'il semblait avoir apporté enfin la paix au Kurdistan. Il recueille 13,1 %, franchissant le seuil de 10 % qui lui permet d'avoir des députés (en l'occurrence 80).

Certes, l'AKP reçoit 40,9 % des suffrages mais c'est 9 points de moins qu'aux législatives de 2011. Il n'a que 258 députés à la Grande Assemblée nationale de Turquie, en deçà de la majorité absolue, ce qui l'oblige à constituer dans les 45 jours une coalition pour gouverner. Les partenaires possibles sont les deux autres partis significatifs de la bourgeoisie turque : le Cumhuriyet Halk Partisi (CHP, Parti républicain du peuple) kémaliste qui obtient 25,1 % (132 députés) et le Milliyetçi Hareket Partisi (MHP, Parti d'action nationaliste) islamo-fasciste qui obtient 16,4 % (80 députés). Un semblant de négociation avec le CHP et le MHP a lieu sans que cela aboutisse à un résultat. Erdogan va jouer une autre carte.

La riposte réactionnaire du gouvernement AKP

L'AKP, un parti bourgeois clérical qui est à peu près l'équivalent turc des Frères musulmans qui sévissent dans les pays arabes, respecte pour l'instant les élections et ne réclame pas d'emblée la charia, ce qui est difficile dans un pays qui a vécu il y un siècle une pro-

fonde modernisation par en haut avec Mustafa Kemal qui s'est appuyé sur ses victoires militaires sur la Grande-Bretagne et la Grèce. Les médias occidentaux en ont déduit qu'ils avaient trouvé un modèle d'islamisme éclairé et pondéré. Les « islamistes modérés », après avoir mis au pas la fraction kémaliste de la bourgeoisie qui tenait l'administration territoriale, l'armée, les services secrets et la justice, dévoilent leur nature chauvine turque, anti-démocratique et obscurantiste.

Déjà, le régime avait répondu à la colère sociale des mouvements du parc Gezi et de la place Taksim en mai-juin 2013 par une répression brutale : 7 morts, plus de 7 000 blessés dans tout le pays [voir *Révolution communiste* n° 4]. Depuis, le gouvernement a interdit les rassemblements sur la place Taksim d'Istanbul. Par exemple, la police a dispersé la manifestation du 1er mai 2015 à coups de canons à eau et de gaz lacrymogène.

Au début de 2015, le parlement enterre les affaires de corruption. Tout au cours de l'année, les médias sont muselés : en septembre, le journal *Hürriyet* (*Liberté*) est attaqué par des nervis de l'AKP ; en octobre, la police prend le contrôle de la régie des télévisions *Bugün TV* et *Kanaltürk* ; en novembre, un journaliste et le rédacteur en chef du journal *Cumhuriyet* (*République,* qui avait soutenu *Charlie Hebdo*), sont jetés en prison pour avoir publié des documents prouvant l'aide militaire du gouvernement turc aux djihadistes de Syrie. La Turquie pointe à la 149e place, sur 180, au classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières, derrière la Birmanie (144e) et devant la Russie (152e).

Erdogan estime que le processus de paix engagé avec le Partiya Karkerên Kurdistan (PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, le parti nationaliste petit-bourgeois kurde) ne rapporte rien électoralement. L'AKP se trouve coincée entre le MHP et le HDP. Plus grave encore, le PYD de Syrie, lié au PKK, prend le contrôle de



zones à peuplement kurde à la frontière de la Turquie et bat à Kobané l'EI-Daech, protégée longtemps par l'État turc. Les islamo-nationalistes, comme tous les partis bourgeois turcs, redoutent le renforcement du PKK et une sécession du Kurdistan [voir *Révolution communiste* n° 13].

Le gouvernement rompt le cessez-le-feu en juillet. Sous prétexte de participer à la coalition dirigée par les Etats-Unis contre l'EI-Daech, l'armée bombarde des bases du PKK en Irak et du PYD en Syrie.

En août, Erdogan convoque des élections législatives anticipées pour novembre. Le gouvernement provisoire qui assure la transition comprend deux ministres du HDP (qui démissionnent plus tard). La police, l'armée, la gendarmerie et leurs supplétifs fascistes (dont les djihadistes du Huda Par, Parti de Dieu), traquent de nouveau les militants kurdes. Certaines villes sont dans un état de guerre civile, les habitants sortent, quand ils ne peuvent pas faire autrement, en portant des drapeaux blancs. Plus de 100 Kurdes sont morts, sans compter les blessés et les mutilés, lors des couvre-feux, soit sous les balles, soit parce qu'ils ne pouvaient recevoir les traitements dont ils avaient besoin.

Les élections législatives de novembre 2015

Les États-Unis soutiennent *« le droit de la Turquie de se défendre contre le PKK ».* L'Union européenne se tait parce que la Turquie est un pays allié (membre de l'OTAN) et surtout parce qu'un accord a été conclu avec le gouvernement allemand pour que les réfugiés syriens et irakiens soient « fixés » en Turquie et ne viennent pas demander l'asile en Allemagne et dans les autres États de l'UE. Ceux qui espéraient une pression des « démocraties avancées » en sont pour leurs frais.

Le 10 octobre, à Istanbul, un attentat frappe une manifestation de syndicats : DISK, KESK... et de partis d'opposition : HDP, Emek Partisi (EMEP, Parti du travail)... Deux bombes causent plus de 100 morts et plus de 500 blessés. Le gouvernement accuse le PKK, le DHKP-C (une organisation de guérilla interdite) et, pour finir, Daech. Le chef de l'État déclare : *«Si un parti [l'AKP] avait obtenu 400 sièges, tout cela ne serait pas arrivé ».* Le HDP met en cause le gouvernement et les services secrets.

Dans cette situation, le pari d'Erdogan se révèle payant. L'AKP islamiste capte une partie de l'électorat du MHP fasciste; avec un peu plus de 49 % des voix, 23,7 millions soit 5,3 millions de plus qu'en juin, il retrouve la majorité absolue (316 sièges sur 550). Le CHP kémaliste progresse avec 12,1 millions de voix, 25,3 % (134 députés). Le MHP s'effondre avec 1,7 million de voix en moins ; il n'obtient que 40 sièges avec 7,5 millions de voix, 11,9 % des suffrages exprimés. Le

HDP y perd avec 5,1 millions de voix, 10,8 % des suffrages et conserve un groupe parlementaire (59 sièges).

L'impérialisme russe, qui a toujours soutenu le régime des Assad, provoque la Turquie qui a soutenu tous les islamistes de Syrie, en survolant son territoire. Le 24 novembre, l'aviation turque abat un avion militaire russe qui était dans ce cas, ce qui entraîne des sanctions économiques de la part de la Russie qui tombent mal pour l'économie turque.

Plus de 1 000 universitaires protestent en janvier dans toute la Turquie contre la guerre au Kurdistan. Ils sont dénoncés par le président, persécutés par la hiérarchie, menacés par les nervis de l'AKP et du MHP… Un projet de loi remettant en cause la garantie de l'emploi des fonctionnaires est sur les rails.

Pour un gouvernement ouvrier et paysan

Les travailleurs de France et d'Europe doivent soutenir le droit de la Turquie d'entrer dans l'Union européenne si elle le désire et prendre position pour le droit des réfugiés d'y assurer leur sécurité et de commencer une nouvelle vie s'ils le désirent. Ainsi, ils pourront cimenter l'unité des travailleurs de leur pays, en particulier quand ils comportent une composante d'origine turque ou kurde significative (Allemagne, France, Pays-Bas Autriche, Italie, Espagne, Grèce, Danemark, Suède, Norvège…), d'autant qu'ils bénéficieront ainsi d'une tradition combative qui est exceptionnelle.

La clé de l'émancipation des travailleurs en Turquie réside dans leur capacité à rompre avec leur propre bourgeoisie et à unifier leurs rangs. Pour cela, ils doivent reconnaître le droit des Kurdes à décider de leur sort, y compris de se séparer s'ils le désirent de la Turquie et de constituer un État, contre les frontières actuelles de la Turquie, de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran.

Contre la domination impérialiste, les organisations ouvrières de Turquie doivent opposer la voie des États-Unis socialistes d'Europe ou de Méditerranée à l'UE capitaliste aux mains des bourgeoisies allemande et française, ils doivent se prononcer pour la rupture avec l'OTAN, pour la fermeture des bases militaires américaines.

Ainsi, les travailleurs turcs, alévis, arméniens, kurdes pourront rassembler leur immense force potentielle contre la bourgeoisie du pays, qu'elle soit laïque ou cléricale. Ainsi, les travailleurs kurdes pourront échapper à l'influence délétère de la petite bourgeoisie, que ce soit les démocrates du HDP ou les nationalistes du PKK.

Contre les exploiteurs, les travailleurs salariés doivent se battre pour l'augmentation des salaires et l'échelle mobile des salaires, pour la réduction du temps de travail, pour la sécurité, pour la protection sociale, pour le contrôle des producteurs sur la production et la répartition des biens et des services.

Le prolétariat doit combattre pour les libertés démocratiques, pour le front unique de toutes ses organisations en défense des revendications des ouvriers et employés, des minorités religieuses et nationales, des femmes ; il doit se battre dans tous les syndicats pour une seule centrale syndicale ; dans les entreprises, les universités et les quartiers, il doit mettre en place dès que possible des comités qui rassemblent dans le combat toutes les composantes du mouvement ouvrier, tous les exploités, tous les opprimés. La révolution doit faire voler en éclats l'appareil d'État.

Contre les rapports féodaux et le capitalisme agraire, les travailleurs salariés doivent aider les travailleurs des campagnes à exproprier les grands domaines, à coopérer volontairement. Contre le patriarcat et le cléricalisme, les femmes, les jeunes et toutes les organisations ouvrières doivent se prononcer pour la laïcité, l'égalité des droits, l'émancipation des jeunes, le respect des homosexuels.

Il n'y a plus d'étape démocratique séparée par une période indéfinie de la révolution socialiste : la révolution peut partir de revendications démocratiques, mais la mobilisation pour les obtenir et les préserver posera le problème de la propriété. Tout bloc avec une fraction de la bourgeoisie, présentée abusivement comme anti-impérialiste ou démocratique, paralyse et divise la classe ouvrière : les alliés de la classe ouvrière sont la jeunesse en formation, les autres travailleurs, les minorités nationales.

Pour aider la classe ouvrière à prendre la tête de cette révolution permanente qui bouleversera l'Europe et l'Asie de l'ouest, la courageuse mais dispersée avant-garde doit rompre avec le nationalisme kurde, l'héritage stérile du menchevisme-stalinisme et constituer un parti ouvrier révolutionnaire dans le cadre d'une nouvelle internationale communiste.

> *Il n'y a que l'hégémonie révolutionnaire du prolétariat, se transformant en dictature du prolétariat après la conquête du pouvoir, qui pourra apporter aux masses populaires la victoire sur le bloc des impérialistes, des féodaux et des bourgeois nationaux.* (Léon Trotsky, *La Révolution permanente,* 1928, ch. 7)

16 janvier 2016

États-Unis : le droit à l'avortement attaqué

Abandonnez les chefs d'accusation contre Anna Yocca !



Au Tennessee, Anna Yoca, âgée de 31 ans, fait face à une inculpation pour tentative d'assassinat, avec la possibilité d'une condamnation à la réclusion à vie, après avoir, faute de structure hospitalière, tenté de s'auto-avorter au moyen d'un cintre alors qu'elle était enceinte de 24 semaines. Ce n'est que le sommet de l'iceberg de la guerre de l'État capitaliste contre les droits des femmes. Le capitalisme en déclin et en crise est un festival de réaction sociale contre les droits démocratiques, en particulier les conquêtes durement acquises par le mouvement des femmes. Des remarques sexistes du candidat à la Présidence Donald Trump aux attaques terroristes contre les cliniques d'avortement, à la sape et la mise hors la loi du droit des femmes à l'avortement, la condition des femmes se détériore sous le capitalisme mondial.

Anna Yoca a plaidé non coupable le 22 décembre, alors que des militants étaient venus l'appuyer dans la salle d'audience, portant des autocollants « *Avortement sur demande et sans excuse* ». Elle s'est vu accorder un défenseur public, car les avocats onéreux et les systèmes sophistiqués de défense légale sont largement inaccessibles à la classe ouvrière. Au Tennessee, 96 % des cantons n'ont pas de service d'avortement.

> *Le Tennessee a une des lois sur l'avortement les plus restrictives de tout le pays et la législature projette de l'aggraver. En 2014, un amendement à la constitution de l'état clarifia qu'il ne protègerait plus le droit d'une femme à l'avortement et interdit son financement public, ce qui stipule déjà la loi fédérale. Le coût moyen d'un avortement s'élève de 475 à 680 dollars. Les cliniques du Tennessee ne pratiquent pas d'avortement après 16 semaines.* (*Mother Jones*, 22 décembre 2015)

Liberté pour Purvi Patel !

Dans une affaire tout autant scandaleuse, une femme de l'Indiana, Purvi Patel, a été condamnée à 20 ans de réclusion pour « foeticide », pour avoir provoqué son propre avortement. Aux États-Unis, 38 états ont décrété des lois d'homicide foetal. Le capitalisme à l'agonie lâche toute prétention au rationalisme et aux Lumières, ce que montre l'accusation dans l'affaire Patel qui a utilisé un « test » légal datant du 17e siècle, un âge empreint de superstitions et de chasse aux sorcières.

> *Les reportages du procès ont insisté sur l'utilisation par Prahlow du « test du flottement du poumon » pour faire son jugement. L'idée derrière le test –qui date du 17e siècle– est que si les poumons flottent sur l'eau, le bébé a inspiré au moins une fois. S'ils coulent, alors le fœtus est mort avant de quitter la matrice. Si cela ressemble au vieux test pour la sorcellerie –si une personne accusée d'être une sorcière flottait, elle était jugée coupable ; si elle coulait, elle était innocente– c'est également à peu près aussi vieux et presque aussi discrédité.* (*New York Times*, 2 avril 2015)

Le CWG exige que les charges contre Anna Yoca soient immédiatement abandonnées et que Purvi Patel ait sa condamnation immédiatement annulée et qu'elle soit libérée. Le CWG soutient l'avortement gratuit sur demande tout autant que des services de santé reproductive complets dans le cadre d'un système de santé socialisé gratuit et de qualité pour tous ! Nous appelons le mouvement ouvrier à embrasser la cause de la libération des femmes, à combattre pour le droit à l'avortement et à se mobiliser pour défendre les cliniques contre les terroristes anti-femmes.

26 décembre 2015
Communist Workers Group (Groupe de travailleurs communistes / États-Unis)

L'idéologie orthodoxe de l'impérialisme russe



Celle qui se présente comme « L'Église orthodoxe du Patriarcat de Moscou » (EPM) a démontré encore une fois qu'elle n'est pas seulement une organisation religieuse mais le bras idéologique d'un régime bureaucratique-bourgeois.

Peu après le début de l'opération militaire russe en Syrie, le dirigeant de l'EPM, le patriarche Kirill (Vladimir Gundyaev) a annoncé que le bien-être de la Sainte Russie allait dépendre des résultats de la guerre en Syrie. En même temps, à la tête de la section du Synode qui s'occupe de la relation entre l'Église et la société, l'archiprêtre Vsévolod Chaplin, a béni l'opération russe en Syrie :

La Russie a toujours senti qu'elle avait ce devoir (d'intervenir) et elle a toujours souhaité agir conjointement (avec ceux qui luttent, comme le gouvernement) pour l'installation d'un monde plus juste dans les régions les plus diverses de la planète. Et pour notre pays il est, évidemment, une obligation morale et divine qui est très enracinée dans la mentalité de notre peuple.

L'habillage idéologique de la situation que la hiérarchie de l'EPM a travesti en un juste croisade n'a rien de commun avec les objectifs réels auxquels fait face, au Proche Orient, le régime bureaucratique bourgeois russe, qui sont exprimés d'abord par les intérêts de classe de l'oligarchie russe.

La tâche principale de l'impérialisme russe en Syrie est de garantir un contrôle sur le transport d'hydrogène et de charbon des pays du golfe arabo-persique –Iran, Azerbaïdjan et Turkménistan– jusqu'à la côte méditerranéenne. La lutte contre « le mal dans le monde » et EI est à peine un prétexte pour le déploiement des forces armées.

La foi religieuse n'est pas un ennemi direct des communistes. L'ennemi direct de la classe des travailleurs et, par conséquent, des communistes, c'est la bourgeoisie, la société capitaliste. Vaincre les croyances religieuses ne peut être assimilé à un acte unique et instantané vers, un acte révolutionnaire isolé, mais c'est quelque chose qui prend du temps, un long processus historique. En même temps, l'organisation religieuse elle-même se voit intégrée à l'appareil du gouvernement bourgeois ou partie prenante du grand capital et comme telle elle devra être détruite et expropriée au cours de la révolution prolétarienne.

Les communistes internationalistes russes n'ont jamais perçu l'EPM comme une simple organisation religieuse. « L'Église orthodoxe russe » est une structure politique et idéologique de l'appareil de l'impérialisme russe. C'est pour cela que la lutte envers l'EPM constitue une lutte directe contre le gouvernement vil et méprisable qu'est le gouvernement bourgeois bureaucratique russe.

« L'Église orthodoxe russe » en tant que haute oligarchie capitaliste et en tant que caution active de la politique internationale de l'impérialisme russe, devient un adversaire qui n'est pas négligeable, et cela pas uniquement pour les travailleurs de Russie, mais aussi ceux du monde entier. Pour cette raison, la lutte de la classe ouvrière contre l'EPM fait intégralement partie de la révolution socialiste mondiale.

27 novembre 2015

nдвижение к социализму (Mouvement au socialisme / Russie)

Cahiers révolution communiste

n° 1 *Plateforme du GMI* 2013 ; n° 2 Lénine, Luxemburg, Trotsky *Armer le peuple* 1911-1934 ;
n° 3 *Le Chili* 2004 ; n° 4 *VDT* 2015 ; n° 5 Trotsky *Programme* 1938 ; n° 6 Marx *La crise* 1848-1875 ;
n° 7 Lénine & Zinoviev *Le socialisme et la guerre* 1915 ; n° 8 *L'Ukraine* 2015 ; n° 9 *Le POI* 2016.

chaque brochure 2 euros

1945 - 2015 : les luttes de classes en France

La France est un vieux pays capitaliste d'Europe de l'ouest qui comprend aussi des territoires en Amérique (Guyane, Martinique, Guadeloupe…), en Océanie (Nouvelle Calédonie…) et entre l'Afrique et l'Asie (la Réunion, Mayotte…) qui sont l'héritage de l'ancien empire colonial. La France compte 66 millions d'habitants (20e population dans le monde). Sa place en Europe et dans le monde a décliné, mais elle reste la 3e économie d'Europe, après l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Elle reste la 6e du monde, loin derrière les États-Unis, la Chine et même le Japon, et le 6e exportateur mondial de marchandises.

L'internationalisation du capitalisme français se traduit aussi par l'implantation à l'étranger de filiales de ses groupes capitalistes (Total, Axa, BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, Carrefour, Engie, EDF, PSA, Auchan, BPCE, Saint-Gobain, Orange, Vinci, Sanofi, Bouygues…). En effet, la France est une puissance impérialiste. Pour garantir les intérêts de ses entreprises dans le monde, l'État français dispose d'une armée importante (qui est composée uniquement de professionnels depuis 1997) et dotée d'armes nucléaires. Cette armée mercenaire et impérialiste intervient présentement au Mali, en République centrafricaine, en Irak, en Syrie… L'État français siège au Conseil de sécurité de l'ONU (avec droit de veto) et codirige l'Union européenne avec l'Allemagne, même si cette dernière domine de plus en plus économiquement.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

N° 71 — Nouvelle série, N° 11 NUMÉRO SPÉCIAL 11 AOUT 1944

LA VÉRITÉ

Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IVe Internationale)

Le journal des trotskystes *qui luttent depuis 5 ans dans l'illégalité contre la guerre impérialiste et la terreur fasciste.*

Hitler s'effondre

LES Américains approchent de Paris. La classe ouvrière doit mettre à profit la situation et passer à l'action pour **assurer elle-même sa libération contre le fascisme et la réaction, contre la terreur et la dictature, contre ses exploiteurs capitalistes.** Suivez le mot d'ordre de grève générale de la C.G.T. illégale. Déjà, les cheminots sont entrés en lutte.

VIVE LA GRÈVE DES CHEMINOTS ! SOUTENEZ-LA, comme l'ont déjà fait les métallos qui ont débrayé dans plusieurs usines. Rendez-vous à votre travail et, partout à la fois, dans les usines, les bureaux, les chantiers, déclanchez la

GRÈVE GÉNÉRALE !

Pour vos revendications : les 50 % d'augmentation et le salaire vital, le retour aux conquêtes sociales de JUIN 36.
Pour le contrôle des cantines et du ravitaillement par vos délégués élus.
Pour le contrôle de la production afin qu'elle ne serve plus la guerre impérialiste, mais les besoins du peuple.
Pour les libertés ouvrières : le libre droit syndical, la reconnaissance du droit des ouvriers à s'armer et à s'organiser en Milices Ouvrières.
Pour la libération immédiate des otages du 14 Juillet et de tous les prisonniers politiques.

Occupez vos entreprises comme en Juin 36 !

OUVRIERS LICENCIÉS, appuyez la grève. Rejoignez vos usines, occupez-les ou joignez-vous aux usines en lutte de votre région.

Comme en Juin 36, **réunissez-vous dans l'usine** et **élisez vos délégués.** Qu'ils constituent leur **Comité d'Entreprise.** Que les délégués de votre Comité d'Entreprise prenne contact avec ceux des entreprises voisines.

En s'étendant aux diverses corporations, aux diverses usines, la grève deviendra invincible comme en Juin 36.

Renforcez les **MILICES OUVRIÈRES D'ENTREPRISES ET DE QUARTIERS !** Qu'elles occupent les points vitaux de l'usine et empêchent la direction de prévenir la Gestapo et la police. Qu'elles établissent la liaison entre les usines et les quartiers. Qu'elles organisent le ravitaillement. Qu'elles protègent les grévistes contre les policiers, les brigands des S.S., de la Gestapo et de la Milice de Darnand.

Mais les Milices Ouvrières sont mal armées : la Résistance a refusé de les armer parce qu'elle a peur de la classe ouvrière. **ARMEZ-VOUS** vous-mêmes en désarmant les flics, les fascistes et les S.S., en vous emparant des arsenaux et des stocks mal gardés.

Surtout, n'oubliez pas qu'au sein des armées d'occupation les grévistes ont aussi des alliés. Les soldats allemands désertent en masse. Ce sont des travailleurs comme vous. **APPELEZ LES A FRATERNISER,** à vous donner leurs armes, A SE JOINDRE A VOUS DANS LA LUTTE CONTRE LEURS BOURREAUX ET LES NOTRES : LES S.S. ET LA GESTAPO.

Dès que le rapport des forces le permettra, **OUVREZ LES PRISONS, OCCUPEZ LES MAIRIES** et installez-y les délégués démocratiquement élus par les assemblées d'entreprises et de quartiers.

Voilà le programme sur lequel nous, PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, nous appelons les partis ouvriers, notamment le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste à **L'UNITE D'ACTION**

Pour le PAIN, la LIBERTÉ et la PAIX

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Le Comité Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IVe Internationale)

Après une période de fascisme (celui du maréchal Pétain, issu de la défaite de l'impérialisme français face à son rival allemand en 1940), les libertés démocratiques ont été reconquises en 1944-1945 sous la menace de la révolution prolétarienne et des conquêtes sociales ont été arrachées (Sécurité sociale, emploi à vie dans des entreprises publiques, etc.).

Les ouvriers et les employés rejoignirent en nombre les partis traditionnels et votèrent massivement pour eux : le PS-SFIO et le PCF totalisèrent 49,6 % des voix en 1945. Il a fallu la politique contre-révolutionnaire des bureaucraties sociales-patriotes qui les dirigeaient, leur participation au gouvernement du général De Gaulle pour désarmer les travailleurs, redémarrer le capitalisme français, stabiliser l'État bourgeois, tenter de reconstruire l'empire colonial…

Néanmoins, celui-ci s'est effondré, dans les années qui suivirent, sous les coups de guerres de libération (Indochine, Algérie…). La perte des colonies et l'étroitesse des frontières ont poussé la bourgeoisie française vers la construction de l'Union européenne (UE) en 1957 avec 5 autres États. Celle-ci s'est élargie et compte aujourd'hui 28 États, dont 19 ont pour monnaie l'euro.

À cause des divisions de la bourgeoisie, en particulier face au combat héroïque du peuple algérien, la 4e République bourgeoise, qui était un régime parlementaire, a été renversée par un coup d'État militaire en 1958 qui a ramené le général De Gaulle au pouvoir.

Depuis, le régime politique de la France est la 5e République, qui était au départ un pouvoir bonapartiste mais qui a évolué vers un régime présidentiel où, officiellement, l'armée n'intervient pas dans les affaires publiques et où le Parlement jouit de prérogatives importantes.

En 1968, dans le cadre d'une montée révolutionnaire mondiale, la France a connu, comme la Tchécoslovaquie, une crise révolutionnaire. Elle a commencé par une révolte étudiante et s'est poursuivie par une grève générale plus large encore qu'en 1936 : les travailleurs de la fonction publique y ont participé et une minorité des paysans travailleurs a rejoint les salariés.





Le stalinisme (PCF et direction de la CGT) a sauvé l'État bourgeois, la 5e République et le général De Gaulle, mais l'effervescence ouvrière et étudiante s'est poursuivie durant plusieurs années, d'autant que le chômage de masse a réapparu avec la crise capitaliste mondiale de 1973-1974. Les syndicats (CGT dirigée par le PCF, CFDT d'origine chrétienne, scission FO de la CGT…) ont grossi. Pendant cette période, des organisations politiques se réclamant du maoïsme (GP, PCMLF…) et du trotskysme (LC, LO, OCI…) ont concurrencé le PCF et le PS, en particulier dans la jeunesse scolarisée et salariée.

Les directions traditionnelles ont répondu en 1972 par la formation d'un front populaire, l'Union de la gauche PCF-PS-PSU-Parti radical de gauche qui est arrivé au pouvoir en 1981.

La déception provoquée par Mitterrand et l'UG au pouvoir (1981-1993) ainsi que l'effet démoralisateur de la restauration du capitalisme à l'est de l'Europe à partir de 1989 ont affaibli numériquement, politiquement et idéologiquement le mouvement ouvrier.

Les effectifs syndicaux ont fondu (moins de 8 % des salariés sont syndiqués) et la division syndicale s'est encore accentuée, avec parfois l'aide de la LCR (ex-LC), de LO et du PCI (ex-OCI).

L'effectif du PCF et du PS a aussi diminué. De 1995 à 2002, le PCF et le PS ont gouverné avec les Verts et le PRG. Les deux partis traditionnels des travailleurs ne se réclament même plus du socialisme. La GP s'est dissoute en 1983, le PCMLF en 1988 et le PSU en 1990. Le PCI a revendiqué le parlementarisme à partir de 1984 et s'est liquidé dans le PT-POI réformiste et chauvin en 1991. La LCR a renié officiellement la dictature du prolétariat en 2003 et s'est dissoute en 2009 dans le NPA quasi-réformiste. LO a réclamé plus de policiers en 2001 et en 2008, elle s'intègre à la bureaucratie de la CGT qu'elle épaule avec constance.

Pourtant, les travailleurs et les jeunes ont combattu par les grèves et les manifestations : en 1995 (en défense des retraites), en 2003 (en défense des retraites), en 2006 (contre la précarisation du travail), en 2010 (en défense des retraites)… mais les bureaucraties syndicales, les partis ouvriers bourgeois et les organisations centristes sont toujours parvenus à empêcher la grève générale, à contenir les luttes dans le cadre des « journées d'action » (une grève d'un seul jour), à les détourner vers des impasses (Forum social, « révolution citoyenne », etc.) et à leur faire attendre les élections malgré l'urgence des revendications.

L'économie française éprouve plus de mal à surmonter la crise capitaliste mondiale de 2007-2009 que les États-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne. Les gouvernements bourgeois (Sarkozy, puis Hollande) s'emploient à restaurer la profitabilité et la compétitivité du capitalisme français.

Les directions syndicales acceptent de discuter de toutes les attaques contre les salariés et c'est le PS qui gouverne aujourd'hui contre les travailleurs de ce pays, les migrants et les pays opprimés. Le PCF et le PdG encouragent la xénophobie incarnée par le FN en déviant la colère des travailleurs contre l'Union européenne et l'Allemagne. Ils essaient de monter un nouveau front populaire, un nouveau gouvernement de collaboration de classes.

Le Groupe marxiste internationaliste, malgré sa taille réduite, est l'héritier politique du Parti ouvrier de 1882, du Comité de la 3e Internationale de 1919, de la Ligue communiste (bolchevik-léniniste) de 1929, du Parti communiste internationaliste (section française de la 4e Internationale) de 1944.

Avec l'aide du Collectif révolution permanente, le GMI se prononce pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie, travaille à doter les luttes de comités élus et centralisés, s'efforce de regrouper les communistes internationalistes pour construire l'internationale ouvrière révolutionnaire et le parti ouvrier révolutionnaire en France. Il s'agit de donner la direction qu'elle mérite à la classe ouvrière française, afin qu'elle prenne le pouvoir et exproprie le capital.

24 octobre 2015

ABC du marxisme : qu'est-ce que le stalinisme ?

Le temps est loin où Maurice Thorez, le secrétaire général du PCF, se désignait fièrement comme *« le premier stalinien de France »*. Historiquement, le stalinisme est apparu en URSS il y a presque un siècle, avec la dégénérescence du premier État ouvrier sous la pression du capitalisme mondial. Il s'est étendu mondialement par la soumission de la 3e Internationale aux intérêts de la bureaucratie au pouvoir en URSS. Il désigne aussi l'idéologie qui l'a justifié en parodiant et en souillant le marxisme : socialisme dans un seul pays, alliance avec la bourgeoisie dans les pays dominés et même les pays avancés (front populaire, union nationale…), soumission des militants, culte du chef, calomnies et violences au sein du mouvement ouvrier…

La révolution prolétarienne d'Octobre 1917 en Russie n'avait été possible dans un pays arriéré que comme prologue du renversement du capitalisme mondial. Mais les révolutions qui éclatèrent en 1918-1921 en Europe (Irlande, Hongrie, Italie, Allemagne…) échouèrent, faute de parti révolutionnaire expérimenté du type du Parti bolchevik. L'isolement du pouvoir des soviets (conseils populaires), le faible niveau économique et culturel, les destructions causées par la guerre mondiale, les interventions étrangères et l'épuisante guerre civile, la rupture du PSR de gauche avec le gouvernement et la constitution d'un nouvel appareil d'État vident les soviets, affaiblissent le contrôle des travailleurs sur l'État ouvrier. Le Parti communiste (bolchevik) est obligé de faire des concessions au marché et même aux capitalistes étrangers en 1921 (la « nouvelle politique économique »). L'appareil d'État tend à s'autonomiser, l'État ouvrier est déformé.

> *La bureaucratie s'attribue naturellement la meilleure part : celui qui distribue les biens ne s'est jamais lésé.* (Léon Trotsky, *La Révolution trahie,* 1936, Minuit, p. 79-80)

La révolution en Allemagne aurait pu remobiliser les travailleurs d'URSS et soulager l'économie. Or, le KPD, freiné par la direction de l'Internationale communiste (Zinoviev et dans l'ombre Staline) laissa échapper à l'automne 1923 le moment favorable. Cela contribua à l'échec, dans le parti unique, de l'Opposition de gauche dirigée par Trotsky en 1923 face à la troïka de Zinoviev, Staline et Kamenev derrière lesquels la bureaucratie commençait à affirmer ses propres intérêts en inventant le « socialisme dans un seul pays ».

La bureaucratie s'empara non seulement de l'URSS qui devint un État ouvrier dégénéré, mais de l'Internationale communiste. Zinoviev, Kamenev et Krupskaia, face à l'autoritarisme dans le parti et à la montée de la réaction en URSS, constituèrent l'Opposition unifiée avec Trotsky en 1926. Mais en 1926, la grève générale échoua en Grande-Bretagne, sabotée par le Parti travailliste et la direction confédérale syndicale, avec la complicité de la bureaucratie de l'URSS ; en 1927, la révolution chinoise est écrasée par le Guomindang, parce que le Parti communiste chinois est maintenu dans le parti nationaliste bourgeois par décision de Boukharine et de Staline. Le prolétariat de l'URSS se démoralise, ce qui assure la défaite de l'Opposition unifiée en 1926-1927.

Un véritable totalitarisme se met en place en URSS en 1933 quand Hitler prend le pouvoir en Allemagne à cause de la politique du SPD et du KPD stalinisé, les opposants de toutes sortes sont alors emprisonnés et assassinés par millions. Les partis staliniens s'emploient à la défense de l'ordre bourgeois en France en 1936, en Espagne en 1937, en Italie en 1943, en France en 1944… Dès lors, il faut renverser la bureaucratie par une révolution et construire une nouvelle internationale.

Le stalinisme semble triompher après la 2e Guerre mondiale et la défaite du nazisme, avec la mise en place d'États semblables à l'URSS en Yougoslavie, en Europe centrale, en Asie de l'est et même dans les Grandes Antilles. Mais la caste usurpatrice et privilégiée au pouvoir est confrontée à la révolte de la jeunesse et de la classe ouvrière : en Allemagne en 1953, en Hongrie en 1956, en Chine en 1967, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1971, etc. qui sont écrasées par l'armée russe ou chinoise. Le stalinisme se fracture : rupture entre Yougoslavie et URSS en 1948, rupture entre la Chine et l'URSS en 1965, guerre ouverte entre le Vietnam et la Chine en 1979…

La bureaucratie disparait en URSS, dans les pays d'Europe centrale, en Chine, au Vietnam… quand elle rétablit le capitalisme à partir de 1991-1992, ce qui entraîne une crise dans les partis staliniens des pays capitalistes. Certains se reconvertissent en partis bourgeois comme le Parti communiste italien, d'autres en partis sociaux-démocrates comme le PCF, d'autres en partis petits-bourgeois « éco-socialistes ».

Malgré l'effondrement du stalinisme, son héritage empoisonne encore le mouvement ouvrier mondial : révolution par étapes, chauvinisme, autoritarisme interne, front populaire, division des rangs ouvriers, étatisme, mépris des masses…

15 janvier 2016

Pogroms en Corse : le fascisme en action



Vendredi 25 et samedi 26 décembre 2015, prenant prétexte de l'agression de deux pompiers et d'un policier par des voyous et des délinquants, plusieurs centaines de personnes ont manifesté avec des drapeaux corses aux cris de *« on est chez nous »* et *« Arabi fora »* (*« les Arabes dehors »*) dans les rues d'Ajaccio, organisant une opération punitive pour s'en prendre à la population essentiellement d'origine maghrébine dans le quartier des Jardins de l'Empereur, vandalisant une salle de prière de culte musulman, un restaurant kebab, des voitures, des portes d'entrée d'immeubles et des boîtes aux lettres, tout en lançant des injures racistes aux habitants.

L'assimilation par les fascistes de la population arabe aux voyous, délinquants et trafiquants qui pourrissent les quartiers pauvres et dont elle est la première victime, se double d'un amalgame avec les terroristes islamistes. C'est en effet en clamant qu' *« on va leur faire leur Bataclan »* que ces apprentis nazis, armés pour certains de barres de fer, ont entrepris de terroriser les habitants du quartier populaire. L'histoire prouve que les nervis fascistes s'en prendront ensuite aux grèves et au mouvement ouvrier.

La désignation des musulmans et des Arabes comme les responsables de tous les maux dont souffre la population connaît chaque jour de nouveaux développements dans une surenchère entre le Front national et les Républicains. Au lieu de désigner le capitalisme, c'est l'étranger ou supposé tel qui serait responsable du manque de travail, du manque de logement, des salaires trop bas, de la précarité, de la délinquance, etc.

C'est la même ficelle qu'utilisait en son temps le parti national-socialiste de Hitler pour faire des Juifs les responsables de l'épouvantable crise économique où le capitalisme avait plongé l'Allemagne.

Ce racisme et cette xénophobie s'appuient sur les 6,8 millions de voix obtenues par le FN aux dernières élections régionales.

Mais ils s'appuient tout autant sur l'union nationale pour l'état d'urgence, sur la politique de Hollande et du gouvernement Valls-Cazeneuve qui ne cesse de stigmatiser et de repousser les réfugiés. Ils s'appuient sur la persécution des Roms, le refus d'accorder le droit de vote aux étrangers résidant en France. Ils s'appuient sur la mesure scélérate de déchéance de nationalité qui installe pour les binationaux une justice différente des autres, telle qu'elle était réclamée par Le Pen et prévue par Hollande dans la constitution.

Ils s'appuient sur le nationalisme exacerbé qui sert désormais de fil conducteur du FN au PCF.

Un pas supplémentaire vient d'être franchi avec cette tentative faite au grand jour et sous les applaudissements de certains spectateurs de « casser de l'Arabe ». D'autres suivront certainement si l'ensemble de forces du mouvement ouvrier, partis et syndicats, ne réagissent pas d'urgence pour interdire aux fascistes de prendre la rue.

Des manifestations unitaires de défense doivent impérativement se réunir et rassembler les travailleurs et jeunes, français, étrangers ou d'origine étrangère, à commencer par Ajaccio, sur les mots d'ordre :

- Mêmes droits pour tous !
- Les fascistes dehors !
- À bas l'état d'urgence et les mesures discriminatoires !
- Libre circulation et libre installation pour tous les réfugiés !

27 décembre 2015

groupemarxiste.info

Abonnement

Envoyer 10 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros
à : ReSo AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE
NOM.. Prénom..
Adresse postale..
Adresse électronique..@..